

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

À bas Macron ! Gouvernement ouvrier !



n° 32 novembre - décembre 2018 1 euro

À bas Macron ! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale !

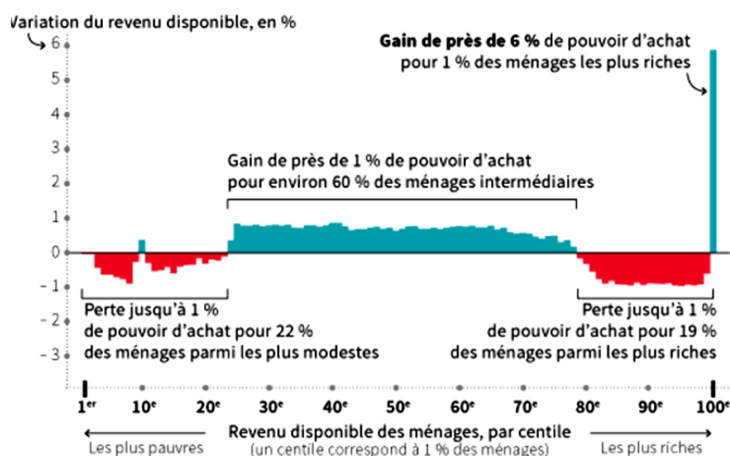
La colère de ceux d'en bas

Les travailleurs créent toutes les richesses. Mais, dans le capitalisme, tous sont exploités. Ils travaillent sous la dictature du capital, sous peine d'être licenciés. La masse des profits, intérêts, dividendes, rémunérations des dirigeants d'entreprise et de l'État sont la contrepartie de cette exploitation.

Les travailleurs déqualifiés sont particulièrement victimes de la mise en concurrence des salariés du monde entier par les grands groupes capitalistes (dont les français), les travailleurs des petites villes et des villages sont particulièrement frappés par l'augmentation du prix des carburants ou la fermeture des petits hôpitaux et des lignes de chemin de fer, les retraités sont touchés par la hausse de la CSG et du quasi-blocage des pensions, les fonctionnaires sont appauvris par le gel de leur salaire, la majorité des jeunes ne trouve que des emplois précaires, la part des dépenses contraintes (loyer, chauffage, véhicules…) augmente dans le revenu disponible des revenus les plus faibles.

L'accumulation de richesse à un pôle de la société et l'accumulation de misère à l'autre pôle aboutit à la révolte des « gilets jaunes » contre Macron.

Prédominent par le nombre les ouvriers, les employés, les chômeurs, les retraités… dont certains ont une expérience dans le mouvement ouvrier (syndicalisation, grèves, manifestations…) et dont d'autres s'estiment mal représentés par les partis issus de la classe ouvrière (PCF, LFI, PS, Générations) et aussi les centrales syndicales. Bien que les prolétaires y soient majoritaires, d'autres classes sociales y participent et donnent le ton, parce que la mobilisation se déroule hors des entreprises et des administrations. Il s'agit des couches inférieures de la petite bourgeoisie (chauffeurs de taxi, assistantes maternelles, chefs d'équipe, artisans, cadres commerciaux, agriculteurs, cafetiers, sous-officiers…) et de la bourgeoisie (notamment des entrepreneurs de la construction…).



Forces et faiblesses du mouvement des « gilets jaunes »

Le 17 novembre, le point de départ des blocages routiers est la hausse du prix des carburants. Le mouvement n'a fait depuis que s'étendre. À La Réunion, où la vie est encore plus chère, les inégalités plus graves, le chômage plus élevé, il a pris une forme plus massive d'emblée.

Les attaques contre les locaux de l'administration fiscale sont dans la tradition des mouvements de commerçants ou d'agriculteurs, pas du mouvement ouvrier. Le choix des Champs-Élysées, les drapeaux tricolores, *La Marseillaise*, les agressions de journalistes, les dégradations de radars, les débordements racistes… montrent la confusion du mouvement et témoignent du recul de la conscience de classe du prolétariat.

Les porte-paroles plus ou moins consensuels du mouvement ont publié un fourre-tout hétéroclite où figurent de nombreuses mesures progressistes qui reflètent les aspirations des travailleurs salariés.

> *Zéro SDF, impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches), SMIC à 1 300 euros net, grand plan d'isolation des logements, pas de retraite à point, pas de retraite en dessous de 1 200 euros, tout représentant élu aura le droit au salaire médian, limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises, fin du CICE, on cesse de rembourser les intérêts de la dette, salaire maximum fixé à 15 000 euros, que des emplois soient créés pour les chômeurs, augmentation des allocations handicapés, limitation des loyers, davantage de logements à loyers modérés, fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités, interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées, maximum de 25 élèves par classe, des moyens conséquents apportés à la psychiatrie, retraite à 60 ans, favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée…* (*Lettre aux députés de France*, 29 novembre)

La présence de petits patrons explique la modestie de la hausse du SMIC demandée (1 300 euros alors qu'il est prévu à 1 210 euros nets au 1er janvier 2019).

D'autres mesures sont même réactionnaires et témoignent de l'influence d'autres classes, y compris la grande bourgeoisie qui est évidemment absente des blocages. Jamais n'est mis en cause le droit de propriété des grands groupes capitalistes sur l'économie. Le catalogue des « gilets jaunes » préfère défendre « la France » contre « l'étranger », voire les étrangers.

> *Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes... Protéger l'industrie française c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois... Interdiction de vendre les biens appartenant à la France... On rembourse la dette publique... Vivre en France implique de devenir français... Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine... Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée... Le référendum populaire doit entrer dans la Constitution... Retour à un mandat de 7 ans pour le président de la République...* (*Lettre aux députés de France*, 29 novembre)

Certaines de ces mesures coûteraient cher, financièrement et politiquement, aux travailleurs. Pourquoi un président de la République ? Pourquoi lui donner encore plus de pouvoir en l'élisant pour 7 ans ? Pourquoi faudrait-il rembourser la dette publique grandissante aux banques et aux riches exemptés d'ISF et fraudeurs ? Comment le faire sans augmenter les impôts ? Les *« moyens conséquents »* pour un État déjà policier et militariste devront aussi être financés par l'impôt et serviront à défendre les intérêts du grand capital français, à réprimer les travailleurs.

La confusion des objectifs, la perméabilité au chauvinisme permettent aux partis bourgeois de tenter de récupérer le mouvement. Wauquiez, hostile à la limitation de vitesse et favorable aux privatisations, s'était bien gardé de s'afficher avec les cheminots. Par contre, il a pu mettre en scène son soutien sur le terrain aux « gilets jaunes ». Pourtant, les « dégagistes » qui renient la lutte des classes flattent le mouvement.

> *Un immense moment d'auto-organisation populaire est en cours. Le peuple a déjà surmonté les obstacles de la diversion et de la dissuasion.* (Jean-Luc Mélenchon, 17 novembre) *; Le mouvement des gilets jaunes est un exemple d'auto-organisation.* (Jean-Luc Mélenchon, 18 novembre)

N'en déplaise à LFI, on est loin d'un modèle d'auto-organisation : il n'y a pas d'assemblées, pas de vote, pas d'élections, pas de délégués, pas de coordination nationale des délégués, pas de contrôle de la base sur les porte-paroles, pas d'autodéfense. Une fois de plus, les réseaux sociaux montrent qu'ils facilitent la mobilisation, mais ne garantissent aucunement la démocratie des luttes.

Sur les Champs-Élysées, le luxe étalé exaspère la colère des « gilets jaunes ». Le 24 novembre et le 1er décembre, le manque d'organisation des manifestants permet aux groupes fascistes revêtus de gilets jaunes de casser à grande échelle. Quand les renforts de police arrivent, les nazillons disparaissent ; les provinciaux se font arrêter et passent en comparution immédiate. Les vols et les déprédations servent au gouvernement à restreindre le droit de manifester.

Pour la première fois, le gouvernement Macron-Philippe recule

Une partie de la jeunesse s'engouffre dans la brèche : début décembre, plus de cent lycées sont bloqués, dans plusieurs universités, les étudiants tiennent des assemblées générales.

Le NPA supplie Macron de s'exprimer : « *Macron se met en scène. Il est temps qu'il parle et qu'il dise des choses.* » (Besancenot, *France Inter*, 3 décembre).

Le 5 décembre, Philippe fait applaudir la police par l'Assemblée nationale. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), les manifestants attaquent la préfecture qui représente l'État bourgeois. Alors que plus de 600 personnes ont été arrêtées, plusieurs organisations de policiers réclament plus de répression, avec l'instauration de l'état d'urgence voire le *« renfort de l'armée »* pour faire face à une situation jugée *« insurrectionnelle ».* LR exige à son tour l'état d'urgence. Le 4, Macron se rend à la préfecture du Puy. La police blesse grièvement un lycéen le 5 décembre.

Le gouvernement bourgeois a cru d'abord qu'il suffisait d'accorder plus d'aide financière au changement de voiture, d'envoyer les députés de LREM sur le terrain et d'un discours du bonimenteur en chef pour régler le problème. Il n'a pas trouvé d'interlocuteurs. Il a consulté le 3 décembre les partis politiques.

Au lieu de boycotter, les partis d'origine ouvrière (PCF, PS, Générations et LFI) se sont prêtés à l'opération.

> *Il y aura une délégation de La France insoumise chez le premier ministre. Il ne s'agit pas de bouder, bien au contraire. Nous, on est pour le dialogue.* (Adrien Quatennens, *France Inter,* 3 décembre)

Mélenchon réédite, comme Le Pen, sa demande de dissolution de l'Assemblée par Macron et la convocation d'élections législatives anticipées.

> *Entre la légitimité de l'exécutif et celle des « gilets jaunes », il n'y a qu'une manière de trancher, c'est le vote, alors ça s'appelle la dissolution.* (Jean-Luc Mélenchon, 2 décembre)

Autrement dit, Macron devrait rester en place et les travailleurs devraient faire confiance aux bulletins de

vote. LFI et RN reprennent la manoeuvre de De Gaulle et du PCF contre la grève générale en mai 1968.

La durée et l'extension du mouvement font reculer, pour la première fois, le gouvernement. Quand, le 4 décembre, Philippe annonce des concessions pour six mois et décide la suppression de la taxe carbone sur le gazole de toutes les entreprises : les capitalistes du BTP sont satisfaits.

Le 5 décembre, Macron décide que l'ISF ne sera pas rétabli, mais abandonne la taxe supplémentaire sur les carburants qui devait entrer en vigueur en 2019, au moment où son presque ex-Premier ministre s'exprime à l'Assemblée.

Pour que la classe ouvrière s'affirme et prenne la tête du mouvement

Macron avait été soutenu et financé par des fractions significatives de la bourgeoisie française en se posant comme un président qui ne reculerait jamais face aux masses populaires. Il avait obtenu sur cette base 20 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Le PS, le PCF, la CGT, la CFDT ont appelé à voter pour lui au second tour. Puis tous les dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, Solidaires…) se sont opposés à la grève générale contre Macron, face aux ordonnances, à la loi travail, à la loi SNCF. Tous participent aux « concertations » des plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires. La CFDT soutient Macron. D'autres organisations syndicales continuent à décréter des « journées d'action » impuissantes : 9 octobre, 12 novembre, 1er décembre, 14 décembre… Comment s'étonner qu'un mouvement ait surgi en dehors des partis « réformistes » et des syndicats ?

Les classes petites bourgeoises (travailleurs indépendants, cadres) qui influencent jusqu'à présent le mouvement des « gilets jaunes » sont incapables de tracer une voie. Elles croient réconcilier toutes les classes, d'où le drapeau tricolore et la liste de revendications inconciliables du 29 novembre. Mais ces classes intermédiaires sont vouées à se rallier à l'une des deux classes fondamentales du capitalisme, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Seule la classe ouvrière, en prenant résolument la tête de tous les mouvements contre l'exploitation et l'oppression, en s'auto-organisant, en constituant des conseils, est capable d'orienter les protestations vers la satisfaction des revendications et le renversement de la bourgeoisie.

Le samedi 1er décembre, des jonctions ont parfois eu lieu avec des manifestations appelées par la CGT. Les syndicats FO et CGT du transport routier appellent à la grève à partir du 9 décembre.

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée.

- Contre l'appauvrissement, il faut arracher l'augmentation du salaire minimum, de tous les salaires, l'augmentation des allocations pour les petits revenus, l'indexation des salaires et des pensions.
- Contre l'inégalité, il faut supprimer les impôts qui frappent la consommation populaire, supprimer les cotisations sociales des travailleurs salariés, instaurer un impôt progressif sur les revenus et un véritable impôt sur le patrimoine (l'ancien ISF était de portée réduite), donner des moyens à la santé publique et à l'école publique, garantir un logement décent pour tous.
- Contre le réchauffement climatique, il faut exproprier Total, les sociétés d'autoroute, les banques, toutes les multinationales dont la production pollue massivement la planète, il faut développer les transports en commun (dont les petites lignes de chemin de fer et les RER) et le fret ferroviaire,
- Contre l'État bourgeois, les fascistes et les pilleurs, il faut organiser l'autodéfense, dissoudre les corps de répression, supprimer la présidence et le Sénat, rétribuer les élus au niveau des travailleurs, les rendre révocables.
- Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917.

> *Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous.* (Lénine, juillet 1916)

5 décembre 2018

Une **fiscalité** verte pour la transition écologique ?

Les travailleurs ne sont pas les responsables de la pollution, du dérèglement climatique, de la disparition des espèces, etc. comme veulent le faire croire Macron, LREM ou EELV.

Pour les « réformistes », l'État est neutre. Tout dépend des personnes qui sont à sa tête. Si la politique est bonne, l'État peut éviter les crises, corriger les « inégalités » de revenu et même sauver la planète.

Pour cela, il suffit que les électeurs votent pour le bon parti (LFI, PS, PCF ou Générations). À défaut, même si les électeurs se sont trompés, il suffit que le gouvernement écoute les « corps intermédiaires » (en particulier, les « propositions » des dirigeants des confédérations CGT, CFDT, FO…).

En réalité, l'État est un instrument de la classe dominante. Tant que le capitalisme survit, l'État est bourgeois. Avec l'État bourgeois, quel que soit le gouvernement, le système des impôts et des taxes est aménagé avec soin pour que le fardeau fiscal retombe surtout sur les exploités (ouvriers, employés, techniciens…) et les semi-exploités (travailleurs indépendants, cadres).

En outre, la plupart des exploiteurs et des nantis fraudent le fisc à une échelle inédite avec l'aide des grandes banques.

> *Au sein de l'Union européenne, la France fait partie des principales victimes de l'arbitrage de dividendes. Cette forme d'évasion fiscale lui coûterait jusqu'à 3 milliards d'euros par an. L'activité a prospéré et n'a, jusqu'ici, jamais été véritablement remise en cause par l'administration fiscale.* (*Le Monde*, 19 octobre)

Les gros fraudeurs, s'ils se font prendre, négocient avec les hauts fonctionnaires de l'administration des impôts. Les amendes pour fraudes fiscales sont dérisoires, 90 millions d'euros en moyenne pour les dix plus lourdes amendes depuis 2007. Les prisons sont surpeuplées, mais on y chercherait en vain les riches fraudeurs et leurs conseillers. Il faut dire que, comme les grands pollueurs, ils font partie des financeurs des Macron, Wauquiez, Le Pen et compagnie. Aussi délicieuse soit la chute du richissime et arrogant capitaliste Carlos Ghosn, patron de Renault-Nissan, qui aurait déclaré 40 millions d'euros de revenu au lieu de 80 (sa part sur l'exploitation des travailleurs de Nissan, Renault et Mitsubishi), elle cache un système généralisé de corruption, tant la bourgeoisie cherche toujours à se gaver.

Non contents de ne pas payer, certains capitalistes sont parvenus à soutirer de l'argent aux administrations fiscales avec l'aide des banques, dont les françaises BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole.

> *55 milliards d'euros ont été subtilisés, en l'espace de quinze ans, à plusieurs États de l'Union européenne, dont l'Allemagne, le Danemark et la France, par des financiers opérant en bande organisée sur les marchés financiers.* (*Le Monde*, 19 octobre)

La seule nouveauté est que cette vieille pratique est habillée de « fiscalité verte » qui réussit le tour de force de faire retomber sur les travailleurs la responsabilité de la pollution qui est la conséquence du capitalisme et en particulier des décisions des grands groupes capitalistes (dont ceux de l'automobile, de l'énergie, du bâtiment…).

> *Le revenu des pauvres est proportionnellement plus riche en CO_2 que celui des riches. Cela s'explique par la dépendance des pauvres à l'automobile, aux supermarchés et plus généralement aux produits industrialisés, qui sont ceux qu'on peut se payer quand on est pauvre. Le second facteur est la hausse continue des prix de l'énergie dans un contexte où les pauvres se sont appauvris et les riches se sont enrichis. Seuls les pauvres ont senti la hausse des prix de l'énergie.* (Fabrice Flipo, professeur de philosophie des sciences et techniques, 24 novembre)

Les capitalistes du transport routier sont exemptés d'une partie des taxes sur le gazole ; les compagnies de transport aérien ne paient pas de taxes sur le kérosène. Les grands groupes automobiles ont truqué pour répondre aux normes de pollution. Tant pis pour la santé, en particulier des enfants !

La « transition écologique » a servi de prétexte à une aggravation de l'injustice fiscale : les plus pauvres (actifs + retraités) y perdent (à cause du gel des allocations familiales, de la hausse de la fiscalité du tabac et de l'énergie), les revenus moyens y gagnent un peu (grâce à la suppression de la taxe d'habitation, surtout pour ceux qui ne sont pas retraités), les 1 % des ménages les plus riches (actifs + retraités) y gagnent en moyenne 86 000 euros chacun (grâce à la suppression de l'ISF et à l'instauration de la « flat tax » sur le capital).

La lutte pour l'égalité et celle pour préserver l'environnement ne peuvent se limiter à la fiscalité. Si l'État reste aux mains de la bourgeoisie, celle-ci trichera et fera retomber le fardeau de l'impôt sur les travailleurs. La loi du profit et la logique de la concurrence détruiront la planète. Il faut exproprier les exploiteurs.

23 novembre 2018

Retrait du projet de loi Macron-Blanquer contre **l'école publique** ! À bas Parcoursup !



18 mois d'attaques contre le droit aux études

Quand Blanquer, l'ancien bras droit de Chatel et de Robien, ministres de l'Éducation nationale de Sarkozy entre 2009 et 2012, parle de réduire les inégalités, de donner la priorité à l'école primaire, de revaloriser les rémunérations des professeurs, d'améliorer le sort des élèves…, il faut entendre exactement le contraire.

Dans les faits, les CP et CE1 à 12 élèves en REP et REP+ (en REP+ pour les CE1 cette année uniquement) ont mobilisé tous les recrutements déjà prévus par le dernier budget sous Hollande, au détriment des classes rurales, des remplacements et des effectifs en collèges et lycées, toujours plus chargés. Les effectifs réduits ne concernent absolument pas les maternelles qui dépassent toujours 25 élèves par classe. Finalement, ces dispositions si médiatisées valent pour moins de 17 % des écoles françaises, au CE1 moins de 7 %. Le budget 2019 adopté le 14 novembre ne prévoit aucun recrutement dans le primaire et plus de 1 800 suppressions de postes dans le secondaire. Diviser pour mieux régner, voilà la politique du ministère.

De la maternelle au collège, Blanquer a instauré depuis cet été des *« repères annuels »* et des *« ajustements aux programmes de 2015 »* qui s'avèrent en réalité un cadre rigide de réduction des connaissances et des champs disciplinaires : toujours plus d''éducation morale et civique et toujours moins de sciences. La maternelle prépare à ingurgiter des syllabes, les élèves de CP doivent se débrouiller avec les 4 opérations et *La Marseillaise* a été découpée pour être apprise, année après année.

Les enseignants voient fondre leur liberté pédagogique et sont « *invités* » à évaluer selon les directives ministérielles en Grande section, CP, CE1, CM2, 6e, 2de.

Le rétablissement des classes « bi langues », de l'option latin ou grec renforce les inégalités puisqu'il n'intervient que dans les beaux quartiers, faute de professeurs nommés dans les quartiers populaires.

Par contre, c'est patriotisme pour tous : une semaine de service national sera imposée aux élèves avant 16 ans. Encadrés par des militaires, les élèves de 3e subiront une mise au pas sous couvert de *« Vivre ensemble »* et de *« citoyenneté »* dont les officiers de l'armée sont les spécialistes en Centrafrique, Mali, Libye, Côte d'Ivoire, Sahel, Liban, Syrie et Irak… comme chacun sait. Dans la même veine, utilisant l'agression dont a été victime un professeur à Créteil, le gouvernement a ouvert la voie à d'éventuelles présences policières dans les collèges et lycées où des policiers pourraient être nommés pour *« rétablir l'ordre »* selon les termes du ministre. Le budget 2019 refuse la création des postes nécessaires au bon fonctionnement des établissements scolaires mais prévoit 20 nouveaux centres éducatifs fermés, en plus des 51 existants.

Défense des lycées pro, techno et généraux ! À bas les nouveaux programmes ! À bas Parcoursup !

Après 16 ans, la jeunesse accède théoriquement aux lycées technologiques, professionnels ou généraux. Si les métiers manuels sont de la première importance pour l'humanité, ils sont quasiment toujours dénigrés par le système éducatif capitaliste et toujours sous-payés. C'est un des moyens pour diviser la majorité des producteurs et productrices et reproduire les inégalités de classe.

En France, cette sélection a lieu en fin de 3e et seulement 56 % des détenteurs d'un brevet des collèges ont accès aux lycées généraux (séries L, ES, S). À la rentrée 2019, Blanquer entend passer des 80 secondes professionnelles actuelles à 15. Derrière ce *« regroupement par métiers »* se cachent l'éviction des professeurs spécialisés (1 500 postes supprimés au budget 2019) et le rapprochement des lycées professionnels avec les entreprises et les centres d'apprentis. Les heures d'enseignement du français sont réduites de 13 %, des mathématiques de 16 %, de 50 % pour la seconde langue. Évidemment, de telles coupes sombres interdiront encore plus définitivement aux bacheliers pro et techno de poursuivre des études supérieures.

En juillet 2018 sont parus les décrets contre le lycée général et le bac. Les programmes d'histoire sont revus dans le sens du « roman national », en clair du nationalisme ; ceux de sciences économiques et sociales prêchent le culte du « marché », en clair du capitalisme. Les anciennes filières disparaissent pour soi-disant permettre à chaque lycéen de choisir des options et spécialités *« dominantes »* : 3 en Première

(3 fois 4 heures hebdomadaires) puis 2 en Terminale (2 fois 6 heures). Elles conditionneront leur baccalauréat.

Mais comme les établissements ne seront pas dotés égalitairement, les lycéens et lycéennes qui entrent en lutte en ce mois de décembre ont parfaitement raison de dire que la valeur du bac dépendra du lieu où il a été obtenu. La crainte que seul le bac-beau-quartier ouvre la porte de la formation supérieure de son choix est parfaitement justifiée.

Les dégâts faits par Parcoursup abondent dans le même sens. Au cours de sa première année de mise en oeuvre, Parcoursup a fait encore pire que le précédent système. Plus de 160 000 bacheliers ont renoncé à toute formation post-bac. 350 000 bacheliers ne poursuivent pas les études supérieures correspondant à leurs voeux initiaux, sur un total de 840 000 !

En plus, le gouvernement Macron-Philippe-Castaner souhaite repousser les étudiants étrangers pauvres en faisant exploser les frais d'inscription pour les étudiants extra-communautaires –à 2 770 euros pour la licence et à 3 770 euros pour le master, soit une multiplication par 16- tout en invoquant hypocritement l'attractivité. Macron veut des *« étudiants indiens, russes, chinois... plus nombreux »* (*Le Monde*, 19 novembre), en fait les enfants de la bourgeoisie de ces pays-là, pas ceux de l'Afrique minée par les pratiques néocoloniales de l'impérialisme français, alors que 45 % des étudiants étrangers aujourd'hui présents en France viennent de ce continent.

Retrait du projet Macron-Blanquer !

Le 12 octobre 2018, le ministre Blanquer a présenté son projet de loi pour *« l'école de la confiance »* qui complète les coups portés. Il favorise les financements privés (« *établissements publics d'enseignement international* »), la captation des fonds publics (si le privé *« expérimente »* bien, l'État paiera ; si les établissements privés préélémentaires signent un contrat avec l'État, il financera). Il faut rappeler que Blanquer a fait sa scolarité chez les cathos et qu'il continue à fréquenter Sens commun.

Au goupillon, Blanquer ajoute le sabre. Il a nommé cheffe du service de l'instruction publique et de l'action pédagogique à la Dgesco, Rachel-Marie Pradeilles-Duval, ingénieure en chef de l'armement avec grade de colonel, déjà chargée de « la stratégie des formations et de la vie étudiante ». Elle pilotera l'instauration prochaine d'« *Instituts nationaux supérieurs du professorat »* (INSP) qui remplaceront les ESPE actuelles. Pas d'information claire sur la future formation initiale des enseignants, mais la certitude qu'ils effectueront rapidement des remplacements. Déjà, l'article 13 du projet de loi autorise les *« assistants d'éducation »* (les surveillants) à assurer des remplacements dans les collèges et lycées même s'ils n'ont pas la licence de la matière concernée !

L'annualisation du temps de travail des personnels, une carte nationale découpée en 13 zones au lieu de 30 pour la nomination des enseignants... le ministre de Macron ne manque pas d'idées contre les conditions de travail des agents du service public.

Assez de journées d'action, de concertation avec le gouvernement

Acteurs volontaires du « *dialogue social* » qui permet au gouvernement de légitimer ses attaques, les directions FSU, CFDT, FO, UNSA, Solidaires, CGT n'ont pas hésité à suivre durant 8 mois les concertations du CAP22 dont l'objectif déclaré est de réduire les services publics et les droits statutaires des fonctionnaires. Résultat : le 29 octobre, Philippe a indiqué qu'il supprimerait 50 000 postes de fonctionnaires, multiplierait les CDD et constituerait une agence de reconversion pour les fonctionnaires titulaires. Aucune paire de fesses syndicales ne s'est levée quand il s'est agi de « discuter » la rémunération au mérite, la création d'un nouveau corps d'enseignant du secondaire (2 heures de plus hebdomadaires, deux matières à enseigner), le recrutement du personnel par les chefs d'établissement, etc.

Dans l'Éducation nationale comme ailleurs, les dirigeants des syndicats ponctuent leur collaboration avec le gouvernement d'appels à des « journée d'actions » de 24 heures, aussi impuissantes que démoralisantes. La dernière en date, le 12 novembre, n'a évidemment pas interdit le vote du budget qui consacre le gel du point d'indice, l'instauration de la journée de carence et la suppression de 2 600 postes.

Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement ! Assez de « concertations » sur ses attaques, place à la défense des revendications des personnels et des élèves !

Assemblées générales pour décider la grève, élection et centralisation des comités de grève pour obtenir satisfaction !

Réduction massive des effectifs par classe. Ouverture de toutes les filières nécessaires dans les lycées, les IUT, les facultés. Création de tous les postes à hauteur des besoins ! Gratuité des inscriptions à l'université.

Aucune subvention aux « écoles privées » ! Aucun prêtre, patron ou gradé à l'école !

Titularisation de l'ensemble des travailleurs précaires de l'enseignement ! Augmentation générale des salaires !

3 décembre 2018

PCF, FO, LFI : les difficultés des « réformistes »



Le PCF poursuit son déclin, malgré sa capacité à capter une partie de la radicalisation de la jeunesse par l'intermédiaire du MJC qui ose recruter avec la figure de Che Guevara, un personnage qui n'avait que mépris pour le parlementarisme et le pacifisme. La concurrence dans la jeunesse est faible : le PS est exsangue, les dirigeants de LO et de LFI redoutent la turbulence d'une organisation de jeunesse. Après avoir perdu près de 40 % de son effectif depuis 2008, obtenu seulement 2,7 % des voix aux dernières élections législatives, le dernier congrès du PCF (24-25 novembre) a mis en minorité la direction sortante (38 % sur son texte), au profit de la fraction d'André Chassaigne et Fabien Roussel, nommé secrétaire national (42 % sur le leur). La nouvelle direction essaie d'échapper à l'étreinte délétère de LFI mais elle n'a pas de programme réellement différent à lui opposer.

LFI et ses dirigeants ont fait l'objet de perquisitions pour des suspicions de détournement de fonds européens et de surfacturation des dépenses de campagne. Mélenchon, qui avait approuvé les perquisitions chez les chefs du FN-RN, de LR, met à son tour en cause les institutions judiciaires. *« Je le défends, et j'aurais aimé qu'il fasse de même quand c'est sur nous que c'est tombé »* (Le Pen). Une chose est sûre, LO, NPA, LFI, le PS et le PCF ne reçoivent pas l'argent des capitalistes eux-mêmes, contrairement aux LREM, LR, MoDem, RN, DlF... Mais Le chef suprême de LFI se présente comme l'incarnation de la république bourgeoise, ne supportant pas d'être traité comme un vulgaire manifestant ou n'importe quel jeune arabe dans son quartier ou le métro. Lui qui voulait recruter 2 000 flics hurle et se met les bousculer.

> *Personne ne me touche, ma personne est sacrée, je suis parlementaire... C'est moi Mélenchon, avec mon écharpe tricolore... Je suis un parlementaire ! Ne me touchez pas !... La République c'est moi !... Je ne suis pas un passant du coin !* (Jean-Luc Mélenchon, 16 octobre)

LFI s'est alors lancée dans une nouvelle campagne contre la presse. L'absence de démocratie n'empêche pas des déchirements en interne sur la question des immigrés et des alliances.

En 2015, des règlements de compte entre cliques de la CGT avaient révélé le niveau de vie des sommets de la bureaucratie. Lepaon, récemment élu secrétaire général, avait été éjecté [voir *Révolution communiste* n° 10]. C'est au tour de l'appareil de FO de se retrouver en difficulté puisque Pavageau, fraîchement élu, a été démis de ses fonctions en raison de manoeuvres internes (la révélation d'un fichier sur les responsables FO), au moment où la nouvelle direction soutenue par les anarchistes et les sociaux-patriotes du POID avait décidé un audit financier. L'audit n'aura pas lieu. Pavageau a été renversé par une alliance de circonstance entre la clique anticommuniste proche de Mailly et ses associés lambertistes du POI (que la presse appelle « trotskistes » !). C'est la première qui l'emporte le 22 novembre avec l'élection d'Yves Veyrier (46 %) contre Christian Grolier (43 %). Au passage, les syndiqués de FO ont, à leur tour, eu un aperçu des privilèges de leurs responsables. Ces avantages sont ridicules, si on les compare au niveau de vie des grands capitalistes, mais les placent bien au-dessus des conditions de survie des travailleurs ordinaires.

> *Jean-Claude Mailly totaliserait 34 306 euros de notes de frais dont certaines n'auraient pas été justifiées. Sa rémunération annuelle est divulguée : 100 334 euros brut.* (*Le Monde,* 14 novembre)

L'argent vient moins des cotisations des salariés que des subventions accordées pour obtenir la paix sociale.

> *La loi Sapin de mars 2014 a mis en place un système de financement mutualisé qui collecte deux types de ressources : une contribution payée par les entreprises et des subventions de l'État. Soit, au total, 123 millions d'euros pour 2016.* (*Le Monde,* 14 novembre)

Il faut y ajouter la gestion des gros comités d'entreprise, les rémunérations des bureaucrates syndicaux membres des conseils d'administration des entreprises, du Conseil économique et social, du conseil d'orientation des retraites, les pots-de-vin secrets (l'UIMM-Medef a distribué ainsi 16 millions d'euros entre 2000 et 2007 aux 5 confédérations « représentatives » pour « fluidifier les relations sociales »), etc. La corruption par l'État bourgeois et par le patronat explique pourquoi les dirigeants syndicaux se sont opposés hier à la grève générale contre Macron et discutent actuellement de ses plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires.

> *Les dessous de classe du social-chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec leur bourgeoisie nationale contre la masse de la classe ouvrière.* (Lénine, janvier 1916)

Le PS depuis 1914, le PCF depuis 1934, LFI depuis sa fondation en 2016, ont adopté le drapeau tricolore. Les trahisons répétées des partis réformistes au gouvernement, la mainmise du réformisme sur les syndicats, confortée par LO, le POI, le NPA et le POID, expliquent pourquoi la colère accumulée dans la classe ouvrière s'exprime dans le mouvement des gilets jaunes.

23 novembre 2018

Macron contre les étrangers quand ils sont pauvres

À un ancien militaire qui lui demande d'expulser les sans-papiers, cet admirateur de Pétain assure qu'il « va continuer le travail » (Emmanuel Macron, cérémonie de commémoration de la Première guerre mondiale, 6 novembre).

Le ministre de l'Intérieur est à la manoeuvre :

> *Après une hausse de 14 % en 2017, nous constatons cette année une nouvelle augmentation de 20 % des étrangers quittant le territoire national alors qu'ils ne disposent pas du droit de séjour. (*Christophe Castaner, 7 novembre 2018)

Pour la répression le gouvernement a des moyens, puisque depuis octobre 2017, 200 places de CRA ont été ajoutées et un plan d'investissement de 48 millions d'euros est prévu dans ces centres. Le projet de budget « immigration-asile-intégration », adopté en première lecture par les députés, est prévu en hausse de 13 %, atteignant 1,58 milliard d'euros. En revanche l'État français retire son pavillon à SOS Méditerranée, seul bateau de sauvetage des migrants en mer, et il couvre le groupe fasciste GI qui prétend arrêter les migrants à la frontière et qui occupe les locaux de l'ONG. Alors qu'il a prétendu avoir annulé le « délit de solidarité », il requiert de la prison ferme pour sept personnes ayant aidé des étrangers à entrer en France.

23 novembre 2018

Poitiers solidarité avec les migrants

Le 3 octobre, 500 personnes manifestent contre l'évacuation manu-militari de « la Maison », un lieu inoccupé et squatté par de jeunes migrants à la rue. La préfecture fait obstruer les ouvertures avec des parpaings pour la 4e fois, la dernière était au mois d'août. La « maison » était soutenue par plusieurs associations dont DNSI86 (D'ailleurs nous sommes d'ici-Vienne). Le prétexte : la préfecture, relayée par la mairie, a décrété que les jeunes n'étaient pas mineurs.

La manifestation est convoquée par DNSI qui appelle à se rassembler chaque premier mercredi du mois devant le palais de justice. Rien n'est en général décidé et le discours est toujours le même : dénonciation de la loi et de ses décrets sans s'adresser au mouvement ouvrier. Bien que des représentants d'organisations politiques du mouvement ouvrier y soient, il n'y a plus de prise de position formelle contre la loi et le gouvernement. Le collectif est chapeauté par une structure nationale appelée EGM (États généraux des migrations).

Donc, le 3 octobre, défilent la mouvance anarchiste, DNSI, Solidaires, CGT, CIMADE, NPA, LFI dans une manif silencieuse sans mot d'ordre. Des manifestants portent des pancartes : « Que construisons-nous ? Des murs comme frontières ? », « Expulsion de nos peurs pas de nos jeunes ! », etc. Aucune revendication, ni slogan contre le gouvernement dont le préfet est le représentant et qui applique le droit bourgeois avec la police de la classe dominante.

Le 10 octobre 2018, DNSI86 a envoyé des courriers à la préfète, à Claeys, maire de Poitiers, et à Belin, président du conseil départemental de la Vienne, leur demandant à être reçu par une délégation à ce sujet. Ce texte tout en retraçant la situation des migrants, évite la question politique des décisions prises par le gouvernement. Il valorise l'ordre existant et compose avec ses lois discriminatrices et racistes.

Face à ces deux problématiques et animés d'une réelle volonté de dialogue, DNSI86 est tout à fait prêts à contribuer, avec les autorités compétentes, à l'élaboration de solutions complémentaires ou alternatives…

> *Cette demande pressante se fonde sur notre conviction de représenter une partie non négligeable de la société civile de ce département. Elle est faite au nom des valeurs de notre République en premier lieu celle de Fraternité qui vient d'être validée par le Conseil Constitutionnel.*

Il n'engage plus le combat pour l'abrogation de la loi, mais bien au contraire en vide le contenu politique pour quémander une participation à la politique migratoire de la classe dominante.

Abolition de toutes lois contre les migrants ! Liberté des réfugiés, des travailleurs et de leurs familles de franchir les frontières et de s'établir où ils le désirent !

7 octobre 2018, correspondant

Allemagne Crise dans les partis de la grande coalition et montée de courants fascistes

Défaite électorale des partis traditionnels



Les principaux partis de la bourgeoisie allemande sont en déclin. En Bavière et en Hesse, lors des dernières élections pour désigner les représentants dans les parlements régionaux, l'Union chrétienne démocrate d'Allemagne (CDU) et son alliée l'Union chrétienne sociale (CSU) perdent plus de 10 points par rapport au scrutin précédent. Étrillées d'une part par Die Grünen (les Verts) qui gagnent 20 sièges en Bavière et 15 en Hesse et d'autre part par Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne) qui rafle 22 places en Bavière et entre, en Hesse, dans le seul parlement où elle ne siégeait pas encore.

Le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) paie sa participation à la Grande coalition qui gère les intérêts du capital allemand. Son électorat traditionnel se détourne de lui, il recule de 10 points dans les deux régions, passe derrière les Grünen, et même derrière l'AfD en Bavière où il perd la moitié de ses sièges.

Merkel contrainte d'annoncer son retrait

Ces résultats confirment et amplifient la crise qui a couvé tout au long de l'année dans la CDU où la chancelière Angela Merkel était contestée par une partie de la direction de son propre parti et où les tensions avec sa jumelle CSU n'ont pas cessé. Ainsi, le ministre de l'Intérieur, Seehofer (CSU), critiquait ouvertement la politique de son gouvernement à l'égard des réfugiés, a promu secrétaire d'État (avant de devoir faire machine arrière) le pro-nazi Maaßen qui dirigeait déjà les services secrets. Le groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag s'est opposé publiquement au candidat (Volker Kauder) soutenu par Merkel pour le présider.

Tandis que l'impopularité du gouvernement de coalition affaiblit les principaux partis qui le composent, Merkel, à la tête de la CDU et de l'exécutif, a endossé la responsabilité des résultats en Bavière et en Hesse. Elle a annoncé le 29 octobre qu'elle renonçait à se présenter à la présidence de la CDU au prochain congrès de décembre et quitterait définitivement son poste de chancelière à la fin de son mandat. C'est le prix que son parti réclamait pour tenter de se refaire une santé avant les élections européennes et celles de quatre autres régions dont trois de la partie Est du pays où le rejet de Merkel est massif.

Derrière la CDU, le capitalisme allemand escompte retrouver ses capacités politiques pour reprendre l'initiative hors de ses frontières, orienter l'Union européenne à son profit, au moment où la guerre économique déclenchée par l'administration Trump lui dicte de déjouer les entraves protectionnistes qui nuiraient à ses exportations et plus que jamais de ne pas payer pour les maillons faibles de l'UE.

Augmentation du nombre de travailleurs pauvres

Parmi les recettes des capitalistes pour assurer leur bonne santé économique, en Allemagne comme ailleurs, il y a la lutte pour baisser la valeur de la force de travail. Une décennie de « modération salariale » pour les emplois stables et la précarisation d'une fraction significative du prolétariat a dopé la compétitivité des entreprises. D'après l'Agence fédérale pour l'emploi, 7,5 millions de travailleurs cumulent pour survivre trois ou quatre petits boulots sous-payés ; pour plus d'1 million, ce sont des femmes élevant seules des enfants. La majorité des 21 millions de retraité(e)s perçoit autour de 800 € par mois. La pauvreté de masse devient systémique dans le pays le plus riche d'Europe.

Si la classe ouvrière s'est mobilisée cette année pour exiger des hausses de salaires (métallurgie, bâtiment, services publics…), les directions des syndicats ont signé des accords avec le patronat et l'État qui étalent sur deux ou trois ans les augmentations.

Les prolétaires sont dégoûtés par le SPD qui a initié les attaques les plus virulentes contre les retraites, les chômeurs, etc., sous Schröder et qui gouverne avec la CDU, garantissant aujourd'hui la survie du gouvernement Merkel. Die Linke (DL, La Gauche) ne les attire guère (10 à 12 % dans les sondages au niveau national) ; aux affaires dans des coalitions avec le SPD et les Grünen dans des régions, sa politique ne tranche pas ; elle se distingue plus par ses incessantes batailles de courants qui se ressemblent pourtant comme des jumeaux, que par sa volonté et sa capacité à mobiliser contre les attaques du gouvernement et du patronat.

Avec l'AfD, populistes et nazis paradent

La dégringolade de la CDU et du SPD, le désarroi du prolétariat qui ne parvient pas à imposer des solutions ouvrières à la pauvreté, profitent à Alternative für Deutschland.

Fondée en 2013 par des bourgeois issus de la CDU, économistes, eurosceptiques, hostiles à la politique de Merkel à l'égard de la Grèce (qui assurait qu'il *« n'y avait pas d'alternatives »* aux plans de sauvetage accordés à Athènes), l'AfD est progressivement devenue le porte-voix des nationalistes et des identitaires. L'AfD a

muté de groupuscule en parti parlementaire sur le terreau pourri du refus de l'accueil des réfugiés. Pour la première fois depuis 1945, un parti xénophobe et fascisant a fait son entrée en septembre 2017 au Bundestag (92 députés et maintenant, un groupe dans les 16 régions). Il est soutenu par le mouvement anti-islam, anti-immigrés Pediga et divers groupes fascistes.

Si l'AfD diversifie son discours pour élargir sa base (défense de la « culture allemande », des « valeurs de la famille traditionnelle », sortie de l'accord de Paris sur le climat, retour au mark, dénonciation des délocalisations…), le nationalisme, la xénophobie et le racisme vertèbrent tout l'édifice. Les dirigeants de l'AfD recyclent vocabulaire, thèmes et discours d'Hitler, ils promeuvent des campagnes de menaces sur internet contre des militants de La Gauche, des maires SPD. Depuis trois ans, ils couvrent et encouragent les incendies de foyers de réfugiés, les attaques de locaux et de membres de Die Linke et du SPD. Ce parti a participé aux chasses à l'homme à Chemnitz, attisant la haine contre les étrangers qu'il qualifie d'*« invasion de vermine et de parasites »*.

Comment se défendre ?

Une des principales dirigeantes de DL (présidente du groupe au parlement), Wagenknecht et Lafontaine, un de ses fondateurs (ex président du SPD, ex ministre des finances de Schröder), ont créé un nouveau mouvement Aufstehen (Debout), dont ils sont les bonapartes, avec pour modèle Mélenchon et sa France insoumise (LFI). Les yeux rivés sur les urnes, ils nourrissent l'ambition de capter l'électorat perdu par le SPD et non gagné par DL. Ils entendent concurrencer l'AfD sur son terrain que l'on ne peut qualifier de propre…

> *L'ouverture des frontières pour tous n'est pas réaliste. La perte de contrôle, qui a eu lieu à l'automne 2015, a changé ce pays, et pas pour le mieux. Cela ne doit pas se reproduire… Ma position est que plus d'immigration signifie de plus en plus de concurrence pour les emplois, en particulier dans le secteur des bas salaires. Et, bien-sûr, une plus grande charge sur l'infrastructure sociale. Nous ne pouvons gérer l'intégration qu'à l'intérieur d'un certain cadre.* (Sahra Wagenknecht, *Rhein Neckar Zeitung*, 11 juin 2018)

Aufstehen participe à la division des rangs de la classe ouvrière entre Allemands et non-Allemands quand l'unité du prolétariat est une absolue nécessité pour faire valoir sa force sociale. Ce ne sont pas les exilés qui sont responsables de la mise en concurrence de la main d'oeuvre, ni de la pression à la baisse sur les salaires, mais la classe des capitalistes. Cette caste de parasites qui ne produisent rien, qui vivent grassement du travail salarié, qui trafiquent, vendent des armes, ruinent des vies et des pays, visiblement, Aufstehen n'a pas l'intention de la chasser d'Allemagne. Déclarant ne pas être un parti et ne pas avoir de programme encore défini, ce mouvement aligne quand même quelques objectifs, parmi lesquels :

> *Un nouvel État social dans une économie innovante. La sécurité dans la vie quotidienne : plus de personnel et un meilleur équipement pour la police, la justice et le travail social.*

La classe ouvrière et la jeunesse, la population laborieuse de toutes couleurs et origines n'ont rien à attendre de cette mouture du réformisme pourvoyeur de défaites. Ils ont besoin, à chaque attaque anti-ouvrière, anti-immigrés, que toutes les organisations, partis et syndicats, qui disent parler au nom des travailleurs, réalisent un front uni de riposte et de combat, organisent la mobilisation qui fasse enfin reculer le patronat et son gouvernement. Il n'y a pas d'autre voie.

Pour unifier les rangs des prolétaires et rallier y compris les pauvres qui se font berner par les nazis de tous genres, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, avancer un programme ouvrier qui rompt avec la loi du capital : À bas la grande coalition ! Augmentation générale des salaires et des pensions, diminution du temps de travail pour embaucher tous ceux qui en cherchent, construction des logements, des écoles, des crèches, des hôpitaux dont la population a besoin, gratuité des soins, baisse des prix sur les produits du quotidien, organisation de la production pour satisfaire les besoins des masses et non en fonction de ce qui génère du profit !

« *Impossible* » hurlent les capitalistes et leur personnel politique. « *Voilà pourquoi il faut se débarrasser du mode de production capitaliste et de l'État bourgeois qui le protège* » répondent les marxistes internationalistes :

- Expropriation des grands groupes industriels et financiers, contrôle par les comités de mobilisation !
- Autodéfense contre les fascistes et tous les tenants de l'ordre capitaliste ! Ouverture des frontières !
- Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

15 novembre 2018, correspondant



Août 2018, Chemnitz : des nazis ratonnent dans la rue

Grèce et Macédoine : l'accord de Prespa

Le dimanche 30 septembre, se tiendra dans la Macédoine voisine un référendum sur l'accord de Prespa signé par Tsipras et Zaev. La question posée au référendum montre la véritable de raison de pourquoi la question du nom a été brouillée. Les travailleurs et les couches populaires pauvres seront sommés de répondre à la question : *« Soutenez-vous l'appartenance à l'OTAN et à l'UE en soutenant l'accord entre la République de Macédoine et la Grèce ? »* Une question chantage, qui malheureusement pousse une partie du peuple voisin à la perspective de rejoindre l'OTAN et l'UE, ce qui, selon la propagande de l'élite capitaliste, signifiera une revalorisation du pays et du niveau de vie.

Cet accord est totalement réactionnaire pour plusieurs raisons. Toute la question est mise en avant uniquement par les impérialistes, et par les États-Unis en particulier, pour servir leurs propres intérêts. Ils ont rouvert la question, guidé les négociations et finalement imposé l'accord. L'appartenance de la Macédoine à l'OTAN — malgré sa taille insignifiante — est un pas stratégique vers l'intégration de toute la péninsule des Balkans dans la zone d'influence de l'impérialisme étasunien, tout en éliminant totalement l'influence russe. Le but est de transformer les Balkans en une immense base de l'OTAN, en préparant les prochains conflits avec la Russie et la Chine. C'est pourquoi, parallèlement à la question de la Macédoine, ils réorganisent toute la situation dans les Balkans (surtout avec les agissements au Kossovo).

Ces développements sont extrêmement dangereux pour le peuple grec et tous les peuples de la région, comme nous sommes au milieu des deux plus importants fronts de conflits inter-impérialistes (Balkans, Proche-Orient, Sud-Est de la Méditerranée).

C'est un accord agissant avec violence et rapacité, venant « d'en haut » (comme le font toujours les impérialistes), censément pour contrôler les nationalismes de manière temporaire, seulement pour les réalimenter ou les raviver plus tard. De telles questions ne sont jamais résolues par les garanties des impérialistes, mais seulement en développant la solidarité et la confiance entre les peuples. Si pour le moment les États-Unis et les deux gouvernements choisissent de « refréner » ces nationalismes, cela ne devrait pas nous induire en erreur. Les peuples et les travailleurs de la région, en particulier dans l'ancienne Yougoslavie, ont une expérience amère de la façon dont les impérialistes soutiennent l'un puis l'autre de ces nationalismes, selon leurs intérêts à court terme. En outre, le gouvernement SYRIZA-ANEL prend avantage des rassemblements nationalistes pour détourner les travailleurs de leurs vrais problèmes, pour vendre le conte de fée de « sortir des mémorandums », et pour jouer des jeux politiques en alimentant en catimini l'extrême-droite et les réactionnaires qui essayent d'apparaître comme la garantie « de gauche » de la démocratie. Mais également toute « l'opposition » (ND, etc.) dit clairement qu'elle ne s'oppose pas aux plans des impérialistes américains et européens, mais « rejette » seulement l'accord en termes d'avantages électoraux temporaires.

L'accord contient plusieurs termes humiliants pour le peuple voisin de Macédoine : changement forcé du nom constitutionnel, révision de la constitution, changement des documents officiels, etc. Ceci, d'une part, cause un sérieux tort aux relations entre les deux peuples. Le mouvement ouvrier en Grèce doit tenir tête à une telle contrainte, en reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple voisin comme prérequis au développement de la solidarité et du combat commun des deux peuples. D'autre part, il est clair que les impérialistes n'hésitent pas à imposer de telles conditions aux pays « alliés ». C'est pourquoi les travailleurs de Grèce ne doivent rien avoir en commun avec ceux qui célèbrent les relations améliorées avec les États-Unis (surtout dans la compétition avec la Turquie).

Les intérêts des deux classes ouvrières et des peuples de toute la région s'identifient avec le rejet de l'accord par le peuple de Macédoine (mais aussi celui de Grèce). Pour un « Non » qui n'a clairement rien en commun avec aucun des dangereux nationalistes de chaque côté, que ce soit celui de Gruevski (en Macédoine) ou celui des « Combattants macédoniens » (en Grèce). Un « Non » avec un caractère de classe, internationaliste, anti-impérialiste et anti-guerre, pour ouvrir la voie à la transformation de notre région, de base des faucons impérialistes en berceau des luttes ouvrières contre la pauvreté, la misère, les mémorandums et la guerre.

L'OTAN et ses bases hors des Balkans ! La Grèce hors de l'OTAN et de l'UE !

Combat commun des peuples des Balkans et d'Europe contre la pauvreté, le racisme, la répression et la guerre ! En avant vers une Europe des travailleurs, démocratique, radicale, socialiste !

Reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple de Macédoine !

24 septembre 2018, OKDE/ Grèce

ttp://www.okde.gr/

Canada : où en est la lutte des LGBT ?



Les droits des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuel-les, transsexuel-les, transgenre, etc.) ont fait de grand progrès dans la plupart des pays occidentaux depuis les années 1960. Bien entendu, ces gains ont été réalisés non grâce à un quelconque libéralisme ou ouverture d'esprit de la part de la classe dirigeante, mais grâce aux luttes intenses menées par les mouvements des homosexuels. La poussée révolutionnaire des années 1960 a contribué à l'émergence des luttes contre l'apartheid, l'oppression nationale, l'oppression des femmes et l'oppression des minorités sexuelles.

Ainsi, la dépénalisation de l'homosexualité a eu lieu en 1969 au Canada, quand le Premier ministre de l'époque Pierre Elliott Trudeau (le père du Premier ministre actuel Justin Trudeau) a promulgué le bill Omnibus. Il décréta que l'État n'avait rien à faire dans la chambre à coucher des gens. Une philosophie libérale qui représentait néanmoins une avancée par rapport à la pesante morale catholique, qui était encore omniprésente au Québec dans ce temps-là. En France, la dépénalisation complète de l'homosexualité a attendu 1982 et la présidence de Mitterrand (PS). Par contraste, l'homosexualité avait été décriminalisée en Russie dès 1922 par le gouvernement soviétique après la révolution conduite par le Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky (Staline est revenu sur cette mesure lors de l'apogée de la contre-révolution bureaucratique en 1934).

La domination de l'Église catholique sur le Québec explique le retard dans « la Belle Province » car elle entretenait la répression des femmes, des jeunes et des minorités sexuelles. L'homosexualité et la transsexualité étaient perçues comme des déviances morales et des menaces pour les valeurs familiales traditionnelles. Les femmes qui tombaient enceintes en dehors des liens du mariage étaient également victimes de brimades. Il y avait donc une oppression très forte pour tous ceux et celles qui dérogeaient à la morale catholique (sauf les capitalistes et les prêtres, bien entendu). La classe dirigeante québécoise qui était très fortement liée à l'Église catholique en profitait pour utiliser les minorités sexuelles comme boucs émissaires, lui permettant ainsi de diviser davantage la classe ouvrière.

La « Révolution tranquille » des années 1960 ébranla fortement le pouvoir du clergé catholique et favorisa un certain relâchement de la morale, dont bénéficièrent les personnes homosexuelles. Des militants homosexuels fondèrent en mars 1971 le Front de libération homosexuel (FLH), dans la foulée du Front homosexuel d'action révolution en France (février 1971) et du Vancouver Gay Liberation Front (octobre 1970).

La police et la justice canadiennes démantelèrent rapidement le FLH. La décriminalisation de l'homosexualité n'a pas mis un terme au harcèlement des homosexuels par la police. La descente de police qui a eu lieu au *Truxx* à Montréal le 21 octobre 1977 a marqué un tournant dans la lutte pour les droits des homosexuels.

> *Cette nuit-là, les cinquante policiers qui surgissent au bar « Truxx » au centre-ville de Montréal procèdent à 220 arrestations. Il s'agit de la plus importante rafle depuis la crise d'Octobre. Sur ce nombre, 143 personnes seront accusées de « grossière indécence » et d'avoir été présents « dans une maison de débauche ».* (*Radio-Canada*, 20 octobre 2017)

L'attitude policière contre les homosexuel-les était très brutale et elle témoignait d'un profond mépris de la part des forces de l'ordre contre les minorités sexuelles. Le 5 février 1981, 304 personnes furent arrêtées dans différents saunas de Toronto, les noms des prévenus étant publiés dans la presse. Des manifestations eurent lieu dans la ville. Le 28 juin, les militants organisent la première Gay Pride de la ville. Les des-



centes au *Buds* en 1984 et aux *Katacombes* en 1994 ont suscité également de grandes mobilisations à Montréal.

À la fin des années 1980, les « Gay Pride » mobilisèrent contre le sida et s'élargirent aux lesbiennes. Depuis, chaque année, les organisations LGBT organisent une « marche des fiertés » à Montréal pour exprimer leurs revendications et montrer leur visibilité. Les différents partis bourgeois sont conviés à cette manifestation et en profitent pour se faire du capital politique en montrant leur « ouverture d'esprit » et leur « esprit inclusif ». La marche des fiertés a depuis longtemps été vidée de tout véritable esprit contestataire et revendicatif pour devenir un événement festif et commercial avec la participation des représentants des partis bourgeois et du grand capital. On y retrouve une très forte présence des banques et des multinationales qui sont les commanditaires de la marche des fiertés. Le Premier ministre d'un État qui déporte des milliers de migrants et restreint les grèves ouvrières en profite pour apparaître comme progressiste. Il a participé à la Marche des fiertés de Montréal le 19 août et avant à la Pride Parade de Vancouver le 5.

> *Dimanche après-midi, des milliers de personnes ont défilé au centre ville pour prendre part à l'annuelle Vancouver Pride Parade. Cette année, il y avait un invité spécial parmi les chars et les danseurs, Justin Trudeau.* (*Daily Hive,* 5 août 2018)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact , soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Site de PD / Turquie : **patronsuzdunya.com**

Dans les pays occidentaux, nous assistons depuis quelques décennies à une récupération capitaliste de l'homosexualité et de toutes les formes de diversité sexuelle. La classe dirigeante a trouvé un avantage dans l'intégration des minorités sexuelles en mettant de l'avant une commercialisation à outrance de la diversité sexuelle. Les défilés LGBT sont dominés par des hommes blancs fortunés qui ne pensent qu'à la rentabilité de leur événement.

Les associations LGBT majoritaires sont de plus en plus intégrées au capitalisme. Leur stratégie est de faire pression sur les politiciens bourgeois pour satisfaire leurs suppliques. Les liens avec le mouvement ouvrier sont aujourd'hui très faibles, voire inexistants. Nous sommes loin de l'époque où l'organisation britannique Lesbians and Gays Support the Miners avait soutenu dans 11 villes les mineurs en grève contre le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher et avait collecté de l'argent en leur faveur (voir le film *Pride, une rencontre improbable*). La défaite des mineurs a démoralisé la classe ouvrière et a fait régresser politiquement et idéologiquement le mouvement des homosexuels.

Le Collectif révolution permanente (CoReP) ne défend nullement l'institution familiale traditionnelle, c'est-à-dire patriarcale. Pour autant, il n'entretient aucune illusion sur le caractère supposément progressiste du mariage homosexuel. Mais nous condamnons fermement le tollé des forces réactionnaires et obscurantistes contre l'égalité des droits des homosexuels et des hétérosexuels.

L'homophobie au sein de la classe ouvrière ne profite qu'à la bourgeoisie et affaiblit la lutte des classes. Le CoReP soutient fermement la lutte contre l'homophobie et pour les droits des personnes LGBT. Nous appuyons le combat pour le droit au mariage, à l'homoparentalité et à la procréation médicalement assistée (PMA) en tant que revendications démocratiques.

Un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste doit être un tribun du peuple et défendre tous ceux et celles qui sont opprimé-es par le système capitaliste, que ce soit les minorités nationales, les femmes, les immigrant-es, les LGBT, etc. Les travailleurs et les travailleuses conscient-es doivent participer aux luttes des personnes LGBT afin de briser l'emprise de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie sur ces luttes fondamentales.

Tous les combats pour les droits démocratiques doivent s'inscrire dans la perspective de la révolution prolétarienne et du renversement du mode de production capitaliste d'exploitation et toutes les oppressions qui l'accompagnent.

11 octobre 2018, correspondant

Brésil : front unique ouvrier et autodéfense contre le président fasciste et l'état-major !

Dimanche 28 octobre, a eu lieu le second tour des élections générales au Brésil. Bolsonaro, le candidat favori du capital, partisan de la dictature militaire, a remporté l'élection présentielle avec 56 % des voix. L'ensemble des partis issus de la classe ouvrière (PT-PCdoB, PDT, PSOL...) n'avait obtenu au premier tour de la présidentielle que 42 % des voix. L'abstention a dépassé 21 % des inscrits. Les votes nuls ou blancs s'élevaient à presque 10 % des suffrages. Le PSL de Bolsonaro a recueilli moins de 12 % des voix aux législatives, le PT plus de 10 %, aucun autre parti n'obtenant plus de 10 % des voix.

Bolsonaro prépare une nouvelle dictature anti-ouvrière

Le geste fétiche du candidat Bolsonaro était de simuler une exécution au révolver. Le vice-président Hamilton Mourão est un ancien général. Le nouveau président a clairement annoncé son programme : « *préparer une purge comme le Brésil n'en a jamais connu, accélérer le grand nettoyage du pays des rouges marginaux* », en finir avec le mouvement des paysans sans terre qualifié de « *terroriste* ». Il veut nommer le juge Moro, qui a destitué Rousseff et emprisonné Lula, ministre de « la Justice ». Sous couvert de lutter contre l'insécurité, Bolsonaro entend créer ses milices et lâcher la police et l'armée contre le mouvement ouvrier. Il veut autoriser le libre accès aux armes à ses partisans, il donne carte blanche aux flics et aux militaires pour abattre les criminels et les délinquants présumés. Déjà, de nombreuse agressions contre des militants du mouvement ouvrier, des homosexuels, des féministes, des Noirs, des étudiants... ont eu lieu au cours de la campagne électorale.

Si Bolsonaro souhaite se débarrasser « *des rouges* », c'est pour avoir les mains libres au compte de sa classe, la bourgeoisie. Épaulé par l'état-major, soutenu et financé par les grands groupes et les propriétaires fonciers, encouragé par l'État impérialiste du continent, Bolsonaro veut privatiser les entreprises publiques, limiter les retraites et les bourses scolaires, baisser les impôts sur les entreprises, augmenter les impôts directs, flexibiliser le travail, réduire les dépenses d'enseignement, autoriser sans entrave le pillage tous azimuts de l'Amazonie en déniant tout droit aux peuples indigènes, etc. Sa victoire attendue à l'issue du premier tour a d'ailleurs été saluée par une hausse spectaculaire de la Bourse.

La soumission de Lula et du PT à la bourgeoisie a pavé le chemin de la réaction

Comment en est-on arrivé là ? Comment est-on passé de la première élection de Lula comme président en octobre 2002 à la menace de l'écrasement du mouvement ouvrier fin 2018 ?

C'est la conséquence de la trahison de Lula et du PT, de l'acceptation de l'État bourgeois (dont la magistrature, la police, l'armée...), de la défense du capitalisme brésilien, du refus de s'en prendre aux exploiteurs (capitalistes agrariens, industriels, financiers...), des alliances gouvernementales avec des partis bourgeois (PSDB, PMDB...). Lula et le PT n'ont jamais osé armer le peuple ni commencé à exproprier les capitalistes.

La minorité capitaliste a donc conservé tout le pouvoir économique (la propriété des moyens de production, la capacité d'exploiter et de licencier) et elle a préservé l'essentiel du pouvoir politique (les corps de répression à son service).

La politique des gouvernements de type « front populaire » a fait fondre comme neige au soleil les premières mesures prises en faveur des plus pauvres à mesure que la crise capitaliste a frappé le Brésil. En 2010, la croissance économique, portée par les exportations de matières premières, est encore de 7,5 %. Elle permet, tout en préservant le capitalisme, une redistribution limitée des revenus. Mais, après l'élection de Rousseff en 2010, la croissance n'est plus que de 0,2 % en 2014, avant d'entrer en récession.

La classe dominante destitue en août 2016 la présidente élue

Avec la crise économique, la bourgeoisie brésilienne a exigé que les masses payent à sa place, tout en tolérant de moins en moins que le PT soit au gouvernement. L'argent public n'a pas manqué en 2013 pour financer les juteux travaux pour accueillir la Coupe de monde de football avec 11 milliards d'euros versés aux grandes entreprises du bâtiment, les mêmes qui aujourd'hui soutiennent Bolsonaro. Par contre, le gouvernement de collaboration de classe de Rousseff a taillé en 2015 dans le programme Bolsa Familia et dans l'Éducation publique, a libéralisé la déforestation...

Au contraire de ce que font mine de croire les dirigeants des partis « réformistes » du monde entier quand ils accèdent au pouvoir, la bourgeoisie, bien loin de restreindre ses prétentions en remerciement des concessions qui lui sont faites, s'en nourrit au contraire pour préparer sa contre-offensive.

Le PT a-t-il réussi à se concilier l'état-major en augmentant le budget de l'armée de 42 % ? A-t-il réussi à amadouer les Églises évangélistes lorsqu'il s'était engagé, entre les deux tours de l'élection d'octobre 2010, à ne pas légaliser l'avortement et le mariage homosexuel ? Le PT a-t-il réussi à faire du PMDB, du PP, du

PRB, des alliés fidèles en les incluant dans le gouvernement et en nommant Temer, du PMDB, vice-Président au côté de Dilma Rousseff ? Ces partis ont fomenté en 2016 le coup d'État à froid aboutissant à la destitution de Rousseff, à son remplacement par Temer, à la procédure pour interdire à Lula de se représenter et finalement le jeter en prison ! Pourtant, le PT et le PCdoB ont noué avec un parti du même genre une coalition électorale en 2018, le PROS.

C'est bien la bourgeoisie, ses grandes entreprises, ses dirigeants qui, depuis des lustres, surfacturent, achètent des passe-droits pour mener de gigantesques opérations notamment de travaux publics. Et c'est encore la bourgeoisie, son État, sa justice qui monte l'opération Lava Jato, censée faire la lumière sur la corruption dans laquelle les élus de tous bords trempent allègrement, mais concentre ses coups sur le seul PT et ses dirigeants.

Sous la devise nationaliste et cléricale qu'il a apprise à l'armée, *« Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous »*, l'ancien militaire médiocre et député marginal Bolsonaro peut se poser alors en champion de la lutte contre la corruption, d'autant que l'essentiel des médias privés qui appartiennent à quelques familles tiennent le haut du pavé et lui emboitent le pas. Le front populaire, comme en France en 1936-1937, en Espagne en 1936-1938, au Chili en 1971-1973… a frayé la voie à la réaction, a éloigné une partie des masses du PT et a permis le succès électoral de Bolsonaro.

Mobiliser tous les exploités et tous les opprimés contre la réaction

En 2016, la classe ouvrière et la jeunesse du Brésil ont subi une défaite, ce que confortent les élections générales de 2018, mais elles ne sont pas écrasées. Leur volonté et leur capacité de mobilisation restent fortes comme ils l'ont démontré en 2016 et aussi en 2018 comme l'ont montré les femmes mobilisées sous le slogan *#EleNão*. Les travailleurs et les étudiants peuvent empêcher le pire, la fin des libertés démocratiques, la répression de masse, l'interdiction de leurs organisations.



À condition de s'organiser sur un axe clair : indépendance de la classe ouvrière, unité de tous les exploités et opprimés autour de la classe ouvrière ! Or, le PT ne tire aucune leçon et veut continuer à paralyser les travailleurs en leur faisant espérer dans tel ou tel secteur des exploiteurs.

La direction de la principale confédération syndicale, la CUT, a appelé le 28 octobre à *« l'unité des forces démocratiques-populaires »*. Les principaux responsables de la défaite de 2016, les chefs du PT réunis le 31 octobre, dans la panique, poursuivent dans la soumission et veulent élargir l'alliance réalisée avec le PROS à *« tous les démocrates »* pour constituer un *« front de résistance démocratique »*. Haddad, le candidat du PT à la présidentielle, déclare qu'il veut *« représenter une opposition qui place les intérêts de la Nation au-dessus de tout »*, reprenant curieusement ainsi la lettre même du slogan de Bolsonaro ! Les *« intérêts de la nation »* signifient précisément la poursuite de la politique d'alliance avec la bourgeoisie, bras dessus bras dessous, qui toujours enchaîne le prolétariat à sa propre exploitation, à sa propre oppression.

Le PT, le PCdoB, le PSOL… prêchent le pacifisme, ce qui revient à laisser les mains libres à Bolsonaro, à l'état-major, aux flics, aux hommes de main des latifundiaires.

Dans le monde entier, les bourgeoisies mènent l'offensive contre les conquêtes du mouvement ouvrier telles qu'elles ont été obtenues dans chaque pays : santé publique, enseignement public, sécurité sociale, retraites, garanties juridiques contre les licenciements abusifs, limites au temps de travail, conventions collectives, etc. Partout, les gouvernements adoptent des lois qui taillent dans les libertés et les droits démocratiques qui sont aussi des conquêtes décisives de la lutte du mouvement ouvrier contre le capital. Le gouvernement américain impose un nouveau blocus à l'Iran. Le gouvernement turc déclenche à nouveau la guerre contre les Kurdes. La tendance générale est au militarisme, aux États forts et au renforcement consécutif des corps de répression.

Le saut est qualitatif. Le renversement de Rousseff et la victoire électorale de l'armée déguisée en civil s'inscrivent dans le sillage de l'élection d'al-Sissi, de Trump et de Duterte, du gouvernement Salvini-Di Maio et du gouvernement Modi, de régimes islamistes au Pakistan, en Iran et en Turquie, du référendum pour le Brexit…. Partout dans le monde, des fractions de la bourgeoisie basculent dans la religion, la xénophobie, le protectionnisme, la destruction accélérée de l'environnement, la haine des migrants, l'anti-socialisme pour maintenir à tout prix la propriété privée et le règne du profit.

Contre la barbarie qui monte, il faut que le prolétariat rouvre la voie de la lutte contre le capitalisme, du pouvoir des travailleurs, du socialisme.

L'indispensable lutte de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, de la jeunesse étudiante, des habitants des bidonvilles, des Amérindiens, des conscrits… implique d'abord l'indépendance de classe.

Unité des organisations de travailleurs CUT, CTB, CSP-Conlutas, PT, PSOL, PCdoB, PSTU, PCB, PCO… pour réaliser immédiatement le front unique ouvrier !

Création et centralisation de comités d'autodéfense dans les entreprises, les quartiers, les favelas, à la campagne, dans les écoles, dans les universités, les régiments… ! Préparation de la grève générale !

Toutes les libertés démocratiques ! Libération de Lula !

Aucune proposition syndicale à Bolsonaro ! Défense de la sécurité sociale et de toutes les conquêtes sociales ! Toutes les revendications ouvrières !

À bas Bolsonaro et le gouvernement militaire ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan issu de la mobilisation !

Construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du Parti bolchevik dans tout le pays !

5 novembre 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie

FT-VP / Brésil

IKC / État espagnol

TML / Brésil

Turquie : la grève des ouvriers du chantier du troisième aéroport d'Istanbul



Yeni Dönem Sayı:2 Ekim 2018

PATRONSUZ DÜNYA

Tarih Yargıçsa İşçi Sınıfı İnfaz Memurudur!

Kriz Derinleşiyor Sınıf Savaşı Büyüyor

24 Haziran seçimlerine; derinleşen kriz ortamında giren Erdoğan rejimi, seçim mitinglerinde iktidar olduğu takirdirde; enflasyon, döviz artışı, faiz oranlarını düşüreceğini beyan etti. Seçimlerden istediği sonucu alan Erdoğan rejimi; kısa bir süre geçmesine rağmen, ekonomik krizin önüne geçemediği gibi hızla büyümesine katkı sunmuştur. Dövizin rekor artışı, enflasyon ve faizin pareler tırmanışıyla birlikte, Türkiye tarihinin en derin ekonomik krizlerinden birini yaşamaktadır. Bu krizin faturası emekçilere kesilmeye çalışılmaktadır. Gündelik hayatın bir parçası hâline gelmiş zamlar ve rekor seviyelere gelmiş işsizlik oranlarıyla birlikte, henüz işini kaybetmemiş sınıfın çalışan kesimlerine kölelik koşullarında çalışmayı dayatmaktadır. 24 Hazirandan sonra OHAL'in kalmasıyla birlikte; bugüne dek çıkartılmış tüm KHK'lar yasallaştırılıp kalıcı bir hâle sokulmuştur. Toplumsal muhalefet ve işçi hareketi ağır

En réaction aux mauvaises conditions de travail, aux accidents du travail et aux salaires non payés, la résistance a commencé le 14 septembre dans le chantier du troisième aéroport.

L'État turc du capital a attaqué cette résistance avec tous ses moyens répressifs. Dans un premier temps et selon les chiffres officiels, 578 personnes ont été placées en garde à vue, 24 ouvriers et dirigeants syndicaux ont été placés en détention et 14 ouvriers ont été libérés sous contrôle judiciaire.

Puis les patrons et la police, main dans la main, ont examiné tous les enregistrements des caméras de surveillance et au fur et à mesure que les ouvriers qui ont soutenu la résistance, qui ont lancé des slogans ou qui ont sifflé ont été identifiés, de nouvelles arrestations ont frappé. Avec les derniers placements en détention, le chiffre est monté à 35.

Afin de briser la résistance, des mesures dignes de camps de prisonniers de guerre ont été appliquées. Tous les ouvriers ont dû donner leur photo d'identité à la direction. Avant le début du travail, des contrôles d'identité et des fouilles corporelles sous la surveillance des gendarmes ont été institués. Les ouvriers qui n'ont pas de carte d'identité professionnelle sur eux sont placés en garde à vue.

Toutes ces mesures ont lieu pour briser la résistance et inspirer la crainte aux travailleurs. Le régime d'Erdoğan a peur que la classe ouvrière se mette à lutter dans un contexte de crise économique grandissante. Sa plus grande crainte est que la résistance ouvrière se répande dans tout le pays. Lorsque les ouvriers se mettent en lutte pour la plus petite revendication, ils trouvent face à eux la police, les gendarmes et les geôles.

La victoire de la résistance du troisième aéroport a le potentiel d'ouvrir une voie importante à la lutte ouvrière. Cependant cette résistance est actuellement sous blocus. Pour briser ce blocus, la solidarité de classe est nécessaire. Nous appelons toutes les organisations ouvrières, tous les groupes révolutionnaires, que ce soit en Turquie ou à l'étranger, à la solidarité avec la lutte des ouvriers du troisième aéroport et à prendre position contre l'État turc du capital.

Tous les ouvriers de construction qui ont été placés en détention doivent être libérés sans condition et sans condamnation !

Les revendications des travailleurs du troisième aéroport doivent être acceptés !

La pression des policiers, des gendarmes et du patronat sur le chantier doit cesser !

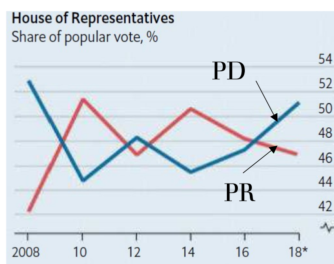
La liberté viendra avec les ouvriers en lutte !

Vive la solidarité de classe internationale !

10 octobre 2018, Patronsuz Dünya / Turquie

https://www.patronsuzdunya.com

États-Unis : les élections de novembre



Les États-Unis sont le produit d'une révolution qui préfigurait la révolution française mais qui, contrairement à cette dernière, n'a jamais échappé au contrôle des classes dominantes.

Leur constitution a été modifiée par de multiples amendements au fil des besoins de la bourgeoisie et des pressions populaires. Comme celles des autres États bourgeois, elle débute par l'affirmation de grands principes que des dispositions plus obscures empêchent de réaliser. Ainsi, elle a permis longtemps l'esclavage. Le président est une sorte de monarque républicain qui peut être élu avec moins de voix que ses rivaux (ce fut le cas de Trump en 2016).

Les deux organes parlementaires du Congrès (la Chambre des représentants qui reflète la taille de la population de l'État, le Sénat avec deux sénateurs pour chaque État) sont conçus pour ne pas refléter un mouvement des masses (le renouvellement du Sénat se fait par tiers tous les deux ans) et se paralyser mutuellement.

Trump consolide son assise

Les élections de mi-mandat pour renouveler le Sénat et la Chambre des représentants ont eu lieu deux ans après la victoire de Trump à l'élection présidentielle. Elles ont pris la tournure d'un référendum pro ou anti Trump, ce que le président républicain a souhaité. Dans le cadre du système politique américain, les partis jumeaux de la bourgeoisie se sont affrontés le 6 novembre 2018 pour le contrôle des deux chambres. La participation, bien que traditionnellement faible, a bondi cette année de près de 14 % avec près d'un électeur sur deux se déplaçant. Pour les élections des représentants, qui seules concernaient tout le territoire, le Parti démocrate a eu 53,4 % des votes (+5,4 %) et le Parti républicain 44,9 % (-4,2 %). Il y a donc bien eu un certain succès du PD même s'il ne se retrouve pas dans le nombre d'élus, compte tenu du système politique américain.

Alors que la presse nationale, essentiellement prodémocrate et anti-Trump annonçait à longueur d'éditoriaux rageurs une déroute pour le président sortant, il n'en n'est rien. Au contraire, il confirme son emprise, comme le relève un des rares journaux à avoir soutenu le PR.

> *Le président Trump n'avait pas tant besoin de gagner les élections à mi-mandat de mardi que d'éviter le désastre. Et, dans les grandes lignes, c'est ce qui s'est passé.* (*Wall Street Journal*, 7 novembre)

En outre, le président assoit aussi son pouvoir sur le Parti républicain. En effet, dès les primaires, l'opposition au sein du Parti républicain a été laminée à tous les niveaux par la mobilisation de ses partisans. Ces victoires des candidats de l'aile droite du Parti républicain ont permis d'assurer une autorité politique plus importante ainsi qu'une base parlementaire plus solide. Ses anciens adversaires à la primaire de 2016 ont tous capitulé durant ce processus électoral comme par exemple Ted Cruz au Texas. Le *New York Times*, journal prodémocrate, résume ceci à la une de son édition postélectorale : *« C'est maintenant le Parti républicain de Trump »* (7 novembre).

La victoire à la Pyrrhus du Parti démocrate

De l'autre côté, en apparence le Parti démocrate sort vainqueur en remportant la majorité à la Chambre des représentants. Il gagne 26 sièges pour obtenir une majorité de 219 sièges contre 193. Mais il a reculé au Sénat de 3 sièges alors que le Parti républicain renforce dans le même temps sa majorité. En outre, la majorité des démocrates est relativement courte à la chambre basse. De plus, le parti est sans « leadership » assuré et est plus divisé que jamais entre l'appareil lié au grand capital incarné par la clique Clinton-Obama-Pelosi et l'aile gauche incarnée par Sanders et les DSA (Démocrates socialistes d'Amérique) qui connaissent une croissance numérique notable (en même temps que l'audience de la revue *Jacobin* grandit). La dégénérescence du mouvement ouvrier est telle aux États-Unis que la principale organisation issue du stalinisme (CPUS) vote pour le Parti démocrate et que la principale organisation issue de la sociale-démocratie (DSA) en fait carrément partie.

Leur rôle est de contenir les luttes sociales dans le cadre de l'État bourgeois, de les dévier vers le pacifisme et les élections et, accessoirement, d'amener au Parti démocrate les voix des Noirs, des Latinos, des travailleurs, des étudiants... Pour cela, l'aile gauche reprend des revendications comme l'extension de la couverture sociale, la création d'un salaire minimum, l'augmentation des salaires des enseignants, etc., toutes choses que les représentants de l'aile gauche (Rashida Tlaib, Alexandria Ocasio-Cortez...) peuvent oublier une fois élus, sans parler de l'état-major du parti.

Le Parti démocrate sort des élections de mi-mandat beaucoup moins homogène que le Parti républicain, confirmant sa crise qui a éclaté au grand jour en 2016. En outre, ses parlementaires, dont Nancy Pelosi, souhaitent cohabiter avec le président Trump, tant il est vrai que les différences entre les deux partis sont se-

condaires. Cela est confirmé par une ancienne conseillère de Bush, pour qui la nouvelle majorité à la Chambre des représentants *« est une éclaircie pour le président, puisqu'il pourra concevoir des solutions bipartisanes sur le coût des médicaments sur les ordonnances et sur les infrastructures »* (*New York Times,* 7 novembre).

Trump pour renforcer l'État

Mais il n'est pas dit que Trump, dont l'intention semble de balayer ce vieux système de cohabitation, ne décide pas d'accentuer son avantage, pour rallier à lui les derniers éléments « indépendants » des Républicains et préparer la répression violente des futures révoltes. Cette tactique politique de clivage permanent, basée sur une ligne xénophobe et protectionniste affirmée, lui permettrait de consolider sa base politique et lui permettrait aussi de diviser plus fortement encore le PD en vue des élections présidentielles de 2020. Il continue de tenter de diriger le mécontentement populaire contre les féministes, les journalistes et surtout les migrants, menaçant de faire tirer la troupe contre les colonnes de latino-américains qui traversent le Mexique pour gagner les États-Unis.

Trump, en plus de conserver la base électorale traditionnelle du Parti républicain, a réussi à la présidentielle d'octobre 2016 à rogner une partie de l'électorat du parti rival (les ouvriers paupérisés). Il s'en est bien sorti lors de ces élections de mi-mandat, malgré les cadeaux au grand capital, parce qu'il était porté par une phase d'expansion. Mais celle-ci semble s'achever.

> *La première économie du monde va atterrir en 2019. Atterrissage en douceur ou récession, nul n'ose faire de prévision sérieuse… Le déficit budgétaire va franchir la barre des 5 % du PIB, en raison notamment de la réforme fiscale non financée et de l'envolée des dépenses militaires.* (*Le Monde*, 27 novembre)

Les élections n'ont réglé en rien les problèmes de l'impérialisme dominant.

> *La prépondérance écrasante de l'impérialisme américain ne lui permet pas d'échapper à la décadence du capitalisme mondial, mais au contraire l'y implique profondément, inextricablement et inéluctablement.* (James Cannon, *Thèses sur la révolution américaine*, novembre 1946)

Le vent pourrait bientôt tourner pour Trump, d'autant que son offensive protectionniste va heurter non seulement le capitalisme chinois, mais l'économie domestique.



avril 2018, Arizona : grève de plusieurs semaine des enseignants en t-shirts rouges

> *En décidant de la fermeture de six usines en Amérique du Nord et de la suppression de 14 000 postes, soit 15 % de ses effectifs, le PDG de General Motors, le premier constructeur automobile américain, n'y est pas allé de main morte… En imposant des tarifs douaniers sur l'aluminium et l'acier afin de protéger les producteurs nationaux, la Maison blanche a enchéri le coût d'approvisionnement pour les industries utilisatrices de ces métaux, et au premier chef, l'automobile. Pour GM, la facture s'élève à 1 milliard de dollars.* (*Le Monde*, 28 novembre)

Contre le bipartisme bourgeois, pour un parti ouvrier

Le renouveau du mouvement noir à travers l'organisation Black Lives Matter, les grèves massives dans plusieurs États des enseignants pour les salaires et la défense de l'école publique, la grève de 8 000 travailleurs des hôtels Marriott contre la faiblesse de leurs salaires, celle de près de 20 000 salariés de Google contre les harcèlements sexuels… montrent que la classe ouvrière peut jouer un rôle.

Il lui faut une expression politique, indépendante des clergés et des deux ailes politiques de la classe capitaliste, un parti ouvrier révolutionnaire. Par conséquent, il faut arracher les travailleurs et les jeunes qui aspirent confusément au socialisme à l'influence des agents du Parti démocrate (Sanders et DSA). Sa construction est liée au combat pour la démocratie et la lutte des classes dans les centrales syndicales (AFL-CIO, CtW), pour qu'ils cessent de soutenir financièrement et politiquement les deux partis bourgeois, pour qu'ils avancent vers un parti ouvrier, se réclamant du communisme et de l'internationalisme prolétarien.

26 novembre 2018

Mai 1968 (4) : le reflux



Une crise révolutionnaire

Pour LO, les directions traditionnelles ne trahissent pas, en tout cas pas la CGT. Ainsi, si le statut est abrogé et la SNCF éclatée, c'est la faute des cheminots. De même, si la grève générale de mai-juin 1968 a échoué, c'est la faute des travailleurs. Ils n'étaient pas assez motivés. Les partis sociaux-impérialistes n'y sont pour rien, ni les « directions syndicales » (dont la nature sociale n'est jamais caractérisée).

> *Les directions syndicales certes ne firent rien pour associer les travailleurs à la direction de leur grève, elles mirent en place un dispositif qui visait de toute façon à les en écarter, mais finalement celui-ci ne s'est pas avéré bien nécessaire, du fait de la faible motivation de la masse des grévistes.* (LO, « À propos de la grève de mai 1968 », *Lutte de classe*, été 1993)

En mai 1968, la révolte de la jeunesse ouvrière et étudiante ouvre la voie à la grève générale qui déstabilise le pouvoir étatique et suspend le contrôle du patronat sur les entreprises.

> *Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois.* (Vladimir Lénine, « La Maladie infantile du communisme »*,* 1920, *OEuvres*, Progrès, t. 31, p. 81)

Les partis traditionnels de la classe ouvrière, PCF et PS-SFIO, dénoncent bien le « pouvoir personnel » du général De Gaulle, mais quand l'occasion leur est donnée par ceux d'en bas de le renverser, ils ne s'en saisissent pas. En effet, ils craignent bien plus la mobilisation du prolétariat que le règne du bonaparte dont ils ont bâti la stature de 1940 à 1947. Celui-ci va pouvoir reprendre la main en juin 1968.

Toutes les bureaucraties syndicales sont d'accord pour que la plus grande grève générale du pays, qui a ouvert une situation révolutionnaire, ne débouche pas sur la révolution sociale, que les travailleurs n'en prennent pas le contrôle mais restent représentés par les partis ouvriers bourgeois et les bureaucraties syndicales.

> *Nous mettions les militants FO en garde contre les comités dits « de la base » qui naissaient un peu partout.* (André Bergeron, 5 mai 2008)

La grève générale prend forcément une dimension politique. Tous les participants de celle de 1968 qui vivent encore peuvent en témoigner. Certes, elle ne tranche rien en elle-même, contrairement à ce que pensent les anarchistes. Elle doit s'interrompre pour des raisons d'alimentation, de santé, de maintenance des équipements, de collecte des ordures… Pour qu'elle débouche sur la fin de l'exploitation, il faut l'activité consciente des travailleurs. Elle ne peut se faire que par un parti, que par l'intervention de son avant-garde. Il n'y a pas d'autre moyens de déjouer la contre-révolution de la bourgeoisie et la trahison de ses agences dans la classe ouvrière.

25-27 mai : à Grenelle, gouvernement, patronat et syndicats s'entendent

Le 24 mai, le général De Gaulle annonce un référendum. Avec l'accord du président, le Premier ministre Pompidou joue la carte des directions syndicales, à une époque où la CGT l'emporte nettement sur les autres centrales. Le 25 mai, les « partenaires sociaux » sont réunis par le gouvernement au ministère du Travail, rue de Grenelle. Y participent: au titre de l'État bourgeois Pompidou, Jeanneney, Chirac et Balladur ; pour le patronat le CNPF, l'UIMM-CNPF et la CGPME ; au nom des salariés la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, la CGC, la FEN. Les tractations se déroulent pendant deux jours. La tenue de ces discussions signifie que les confédérations syndicales considèrent le gouvernement de Gaulle Pompidou comme un interlocuteur valable.

> *Que les confédérations de salariés, au côté du patronat et sous la houlette de l'État, prennent part à de telles concertations est un autre volet de la participation.* (Ludivine Bantigny, *1968, de grands soirs en petits matins*, Seuil, 2018, p. 188)

La bureaucratie de la CGT, aux mains du PCF, est pressée de parvenir à un accord, quitte à sacrifier les revendications.

> *Lorsque surgit un désaccord ou une difficulté, la CGT propose de remettre à plus tard la discussion, ou bien avance une nouvelle proposition, en général en retrait sur les demandes syndicales précédentes, ce qui permet d'aboutir à un compromis.* (Michelle Zancarini-Fournel, *Les années 68, le temps de la contestation*, Complexe, 2000, p. 450)

Les concessions de la bourgeoisie ne sont pas colossales : taux horaire minimum (smig) étendu aux ouvriers agricoles et porté de 2,22 F à 3 F par heure (soit un salaire de 520 F par mois environ contre 377 F auparavant) ; augmentation des salaires de 7 % (incluant les hausses intervenues depuis le début de l'année, alors que l'inflation est de l'ordre de 3 %) ; réduction du temps de travail de 2 h pour les horaires hebdomadaires supérieurs à 48 h et de 1 h pour ceux compris entre 45 et 48 h ; « ticket modérateur » des consultations médicales ramené de 30 à 25 %. Les

autres revendications (la CGT dit « propositions ») seront « examinées » plus tard.

Pompidou, le 27 mai à 7 h 30, annonce triomphant à la presse le protocole d'accord. Les chefs syndicaux affichent leur satisfaction.

> *Les avantages ainsi acquis sont importants.* (Eugène Descamps, CFDT, 27 mai) ; *Nous avons abouti à des résultats dans les meilleurs délais. Certaines propositions ont été retenues, d'autres non… Des solutions ont été trouvées sinon en totalité du moins en partie. Ce qui vient de se produire ouvre de nouvelles perspectives pour le progrès social. Mais nous avons pris l'engagement de retourner devant les ouvriers pour qu'ils se prononcent aussi démocratiquement qu'ils ont décidé la grève… La reprise du travail ne saurait tarder.* (Georges Séguy, 27 mai)

27 mai : les ouvriers de Renault-Billancourt conspuent l'accord

Mais le mouvement est à son apogée. Les travailleurs sentent le désarroi du pouvoir et leur propre force. Au sortir de l'accord avec le patronat, Séguy et Frachon le présentent à une gigantesque assemblée générale à l'usine Renault de l'île Seguin de Billancourt. L'accord est hué. À l'usine Citroën du quai de Javel à Paris, Krasucki reçoit le même accueil. Les bureaucrates staliniens retournent promptement leur veste et dénoncent l'insuffisance des concessions.

De Gaulle doute. Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale ,démissionne. Le chef de la police et des ministres témoignent de la panique au sommet de l'État.

> *La peur s'emparait du coeur de l'État.* (Maurice Grimaud, *En mai fais ce qu'il te plait,* Stock, 1977, p. 279) *; Quelques parlementaires naïfs sont venus à Matignon demandant au Premier ministre de faire des pressions sur l'Élysée afin que le Vieil Homme accepte de se retirer.* (Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, Grasset, 1974, p. 50) ; *Un des collaborateurs du premier ministre était en train de brûler des papiers dans la cheminée.* (Édouard Balladur, *L'Arbre de mai,* Jullian, 1979, p. 303)

Alors, le PCF, le PS-SFIO et le PSU vont se mettre à préparer une alternative à De Gaulle qui préserve l'État bourgeois et sauve le capitalisme français, complétant les manoeuvres des bureaucraties syndicales.

27 mai : l'UNEF, la CFDT et le PSU propulsent Mendès et Mitterrand

L'UNEF, le SNESup, la FEN, la CFDT et le PSU convoquent un meeting au stade Charléty pour le soir du 27 mai. L'initiative apparait comme le



Usine Renault, Billancourt / photo Keystone

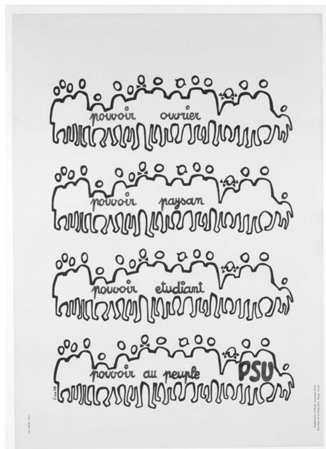
regroupement des forces syndicales qui, à rebours du PCF et de l'appareil de la CGT, veulent unir étudiants et travailleurs.

Contre le gouvernement ouvrier (pour toute la société) et la dictature du prolétariat (vers le socialisme mondial), le mot d'ordre des autogestionnaires du PSU est : *« pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant , pouvoir au peuple ».* Il converge avec celui des mao-staliniens financés par la bureaucratie de Pékin : *« Vive le pouvoir ouvrier dans les usines ! Vive le pouvoir des paysans pauvres à la campagne ! Vive le pouvoir des étudiants révolutionnaires à l'université ! Vive le pouvoir populaire et révolutionnaire !»* (PCMLF, 20 mai)

Le gouvernement a lancé une campagne d'intoxication, laissant entendre qu'il y aura des groupes armés qui se livreront à des exactions. Visiblement, il prépare l'opinion à une éventuelle attaque policière et veut dissuader le maximum de gens de manifester. La CGT organise au même moment douze meetings simultanés dans la capitale. Au total, ceux-ci rassemblent 10 000 personnes.

Les transports en commun étant paralysés, deux cortèges convergent vers le stade, un qui part de la place d'Italie et un autre des Gobelins. Celui-ci comporte au premier rang la direction du PSU (dont Michel Rocard), Pierre Mendès-France (qui a sa carte au PSU) et André Barjonet (qui vient de rompre avec la CGT pour rejoindre le PSU). Le stade accueille 30 000 personnes. La JCR (ancêtre du NPA) et VO (ancêtre de LO) ont également mobilisé.

Charléty est, sans que la masse des participants le sache, le début des manoeuvres de vieux politiciens bourgeois « de gauche » à qui le PSU sert de marchepied. Le 27 mai, Mendès-France, un ancien dirigeant du Parti radical, un ancien Premier ministre de la 4e République et un futur dirigeant de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS) est applaudi à la tribune de Charléty. Le lendemain, son rival François Mitterrand, ancien haut fonctionnaire de Vichy, ancien



ministre de l'Intérieur de la 4e République durant la guerre d'Algérie, ancien candidat en 1965 à la présidence, chef de la FGDS, lui coupe l'herbe sous le pied. Il propose le 28 mai *« un gouvernement transitoire »*. Le 29 mai, Mendès s'entretient longtemps avec Mitterrand et l'état-major de la FGDS (cette coalition était absente de la révolte de la jeunesse et ne joue aucun rôle dans la grève générale), puis il donne une conférence de presse en présence de la direction du PSU : *« Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par toute la gauche réunie »*.

La bureaucratie sociale-chrétienne de la CFDT cautionne aussitôt : « *Mendès-France est capable d'assumer la responsabilité du pouvoir* » (Eugène Descamps, 29 mai). Par la bouche de Jean Lecanuet, le petit parti démocrate-chrétien (le Centre démocrate) déclare ne pas s'y opposer.

VO, qui n'avance pas le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, n'est pas hostile à cette perspective de front populaire, d'alliance des partis ouvriers avec des partis bourgeois (Parti radical, Convention des institutions républicaines, etc.).

> *La perspective d'un gouvernement de gauche, un gouvernement Mitterrand ou un gouvernement Mendès-France… Leur retour au pouvoir représenterait une défaite du gaullisme, de l'État policier… En ce sens… ce serait une victoire des travailleurs.* (« La censure est dans la rue », *Voix ouvrière*, 24 mai)

Le journal de VO affiche se battre *« pour reconstruire la 4e Internationale »*. Mais la 4e Internationale s'était construite sur la base de la révolution permanente, contre toute alliance politique avec la bourgeoisie, contre les fronts populaires qui paralysent le prolétariat et préparent la défaite.

> *La sociale-démocratie et le stalinisme s'unissent pour replâtrer et préserver le capitalisme. Ils ont depuis longtemps abandonné la lutte des classes. Ils concentrent tous deux leurs efforts à entraîner la classe ouvrière au nom d'une « démocratie » et d'un front populaire…* (« Manifeste aux travailleurs du monde », septembre 1938, *Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, t. 1, 1978, p. 206)

29 mai : la CGT et le PCF pour un « gouvernement populaire »

Le PCF et la bureaucratie de la CGT sont inquiets. La fraction principale de l'appareil stalinien international sous le contrôle de la bureaucratie de l'URSS, pilotée par Brejnev, préfère encore De Gaulle à un gouvernement de Mitterrand et Mendès-France : *« Nous n'entendons pas frayer la voie à un régime inféodé à la politique américaine »* (PCF, 29 mai).

Cependant, les stalino-brejnéviens qui dominent le mouvement ouvrier français préparent une solution de secours, au cas où le mouvement révolutionnaire emporterait De Gaulle, comme en 1935-1938 (« front populaire ») et en 1941-1947 (« union nationale »).

Le PCF et l'appareil de la CGT s'efforcent de séparer la « lutte économique » et la « lutte politique ».

> *Agir en sorte que la grève permette de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs et poursuivre, en même temps, sur le plan politique, l'action en vue de changements démocratiques nécessaires dans le cadre de la légalité. C'était la position du Parti communiste.* (Waldeck Rochet, *Les Enseignements de mai-juin 1968,* Éditions sociales, 1968, p. 32)

Les grèves en cours (il n'est jamais question au PCF de « grève générale ») sont censées se dérouler pour des revendications économiques limitées, qui ne mettent pas en cause la propriété et l'exploitation, à l'opposé du marxisme.

> *La transformation économique qu'il faut réaliser, c'est non seulement une transformation de la distribution, mais encore une nouvelle organisation de la production, ou plutôt la libération des formes sociales de production telles qu'elles existent dans l'organisation actuelle du travail (engendrées par l'industrie moderne), en les arrachant aux liens de l'esclavage, à leur caractère de classe actuel, et il lui faut enfin réaliser la coordination harmonieuse de ces formes sur le plan national et international.* (Kar Marx, « Premier essai de rédaction de l'adresse de l'AIT sur la Commune de Paris », avril 1871, *La Guerre civile en France*, Éditions sociales, 1972, p. 216)

Elle n'aurait rien à voir avec la lutte politique, respectueuse de la « légalité » bourgeoise et « pacifique », c'est à dire enfermée à l'avance dans le cadre de l'État bourgeois.

> *Tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en tant que classe et cherche à les contraindre par la pression de l'extérieur est un mouvement politique.* (Karl Marx, « Lettre à Bolte », 23 novembre 1871, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Éditions sociales, 1966, p. 116)

La distinction bourgeoise entre lutte économique et lutte politique n'empêche pas les bureaucrates de la

CGT de mettre le symbole politique de la bourgeoisie française, le drapeau tricolore, sur les entreprises occupées.

Le parti et le syndicat convoquent ensemble le 28 une manifestation de Bastille à Saint-Lazare pour le lendemain. Elle regroupe plusieurs centaines de milliers de personnes, bien plus que la manifestation de Charléty. Le mot d'ordre central est : *« gouvernement populaire ! »*. Les militants de la JCR participent à la manifestation en reprenant le mot d'ordre front-populiste du PCF, sous la variante : *« gouvernement populaire, oui ! Mitterrand-Mendès, non ! »,* ce qui coïncide avec la ligne du courant mao-stalinien le plus actif.

> *Gaullisme, Mitterrand, ce sont les deux voies de la bourgeoisie. La voix du peuple, c'est : « gouvernement populaire, front populaire de la liberté ! »* (UJCML, 23 mai 1968)

Le lendemain 29 mai, le PCF négocie avec la FGDS.

> *On discute de la composition du gouvernement provisoire. Mitterrand a prévu un ministre communiste sur dix. « C'est maigre », dit Rochet. Mais le PC n'a pas d'objection de fond à ce dispositif.* (Laurent Joffrin, *Mai 68,* Seuil, 1988, p. 259)

30 mai : la contre-attaque du régime

Au matin du 29 mai, De Gaulle annule le conseil des ministres. Officiellement, il s'envole pour sa résidence de Colombey-les-Deux-Églises. Mais il n'y est pas, le Premier ministre Pompidou lui-même ignore où est passé le président. Dans un premier temps, la disparition du bonaparte en rajoute à l'impression de vacance du pouvoir.

Il s'est rendu à Baden-Baden, pour y rencontrer le général Massu, le chef de l'armée française en Allemagne. Massu l'assure qu'il peut compter sur l'armée. En retour, De Gaulle lui promet l'amnistie des généraux responsables du putsch d'Alger de 1961.

À son retour, le jeudi 30 mai, de Gaulle prononce une allocution radiophonique évoquant le danger du « *communisme totalitaire* », il déclare : *« Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas ».* Dans la foulée, il ajourne le référendum, remanie le gouvernement, dissout l'Assemblée nationale et appelle à des élections législatives anticipées. Il menace de suivre *« d'autres voies que le scrutin immédiat du pays »* pour empêcher *« la subversion à tout moment et en tout lieu ».*

En fin de journée, une manifestation est convoquée par le parti gaulliste (UDR) sur les Champs-Élysées en soutien à De Gaulle. Elle est massive. C'est le rassemblement des Versaillais, de toutes les composantes de la bourgeoisie, des couches réactionnaires de la petite bourgeoisie (cadres, travailleurs indépendants) qui ont eu si peur. Il y



29 mai, manifestation du PCF et de la CGT : en surplomb, des élèves du lycée Condorcet de la JCR et de VO crient : *« gouvernement populaire, oui ! Mitterrand-Mendès, non ! » /* photo Bruno Barbey

a là toute la racaille de la 5e République, en particulier le SAC, mais aussi Occident et tous les autres groupes fascistes, les poujadistes, les catholiques intégristes et la pègre. Ils sont plusieurs centaines de milliers qui agitent leurs drapeaux bleu-blanc-rouge, s'époumonent à hurler *La Marseillaise*, reprennent le vieux slogan antisémite et fasciste : *« La France aux Français ! ».*

Le PCF et les bureaucrates syndicaux s'emploient à la reprise du travail

Dès le rejet de l'accord de Grenelle, les chefs syndicaux s'étaient employés à disperser la grève générale, à lui retirer le caractère d'affrontement de classe, à l'éclater en grèves particulières, branche par branche, entreprise par entreprise, site par site, sans objectif commun et évidemment sans portée politique.

> *Ce que le gouvernement et le CNPF n'ont pas consenti à l'échelle nationale interprofessionnelle, il faut le leur imposer aux autres niveaux dans le cadre des négociations qu'il faut exiger immédiatement par branche d'industrie et secteurs professionnels et qui se poursuivent dans les secteurs nationalisé et public* (CGT, 27 mai 1968)

Après le 30 mai, le PCF et ce qui reste du PS-SFIO cèdent au chantage de De Gaulle, obtempèrent.

> *À aucun moment, le Parti communiste et la CGT n'ont poussé à l'émeute, à aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste, dont la politique étrangère comble leurs voeux... Dans l'heure qui a suivi l'allocution du président de la République, le PCF a désamorcé la bombe et consenti à des élections, qu'il n'a guère l'espoir de gagner.* (Raymond Aron, *Le Figaro,* 4 juin 1968)

Aucune organisation ne donne sa pleine dimension politique à la grève générale, n'ouvre la perspective d'une démocratie supérieure, d'un gouvernement des travailleurs des villes et des campagnes émanant des comités élus sur les lieux de travail, d'études, de vie. À



30 mai, manifestation aux Champs-Élysées / photo Keystone

l'intérieur des casernes, se trouvent des centaines de milliers de jeunes travailleurs qui font leur service militaire d'un an. L'envoi de la troupe contre les grévistes aurait rencontré une résistance qu'il était possible d'organiser.

À partir de la déclaration de De Gaulle et de la manifestation réactionnaire, toutes les bureaucraties confédérales s'emploient à mettre fin à la grève : place aux élections convoquées et organisées par le bonaparte au service du grand capital.

> *La CGT déclare qu'elle n'entend gêner en rien le déroulement de la consultation électorale. C'est l'intérêt des travailleurs de pouvoir exprimer, dans le cadre des élections, leur volonté de changement.* (Séguy, *L'Humanité,* 1er juin 1968)

Quand un accord est trouvé, les responsables font voter la fin de la grève. Quand les travailleurs votent contre, ils recommencent la consultation, en expliquant mensongèrement que les autres sites se sont déjà prononcés pour la reprise. Ils liquident la grève générale au compte de la classe dominante.

> *Les travailleurs n'ont aucun désir de prolonger une grève sans motifs. Les travailleurs qui ont obtenu satisfaction décideront en bon ordre de la reprise du travail.* (Henri Krasucki, dirigeant de la CGT, *L'Humanité*, 4 juin 1968)

La répression policière s'abat

La manifestation, le 1er juin, de l'UNEF, lâchée par la CGT, la CFDT, FO et la FEN, rassemble 40 000 étudiants et travailleurs qui scandent : *« élections, trahison ! ».* Il y a encore 6 millions de grévistes le 5 juin, 3 millions le 10, plus d'un million le 15 juin. Dans la nuit du 5 au 6 juin, CRS et gendarmes mobiles entrent dans l'usine Renault de Flins (Yvelines) et expulsent les grévistes. Les travailleurs de l'usine et de toute la région réagissent... Les 7, 8 et 9 juin, les manifestations des ouvriers se succèdent, rejoints par quelques centaines d'étudiants et de lycéens. Les milliers de CRS et de gendarmes mobiles qui ont investi la région font régner un climat d'occupation militaire. Les manifestants sont violemment agressés par les forces de l'ordre, des hélicoptères sont utilisés pour lancer les grenades lacrymogènes. La « chasse aux jeunes » est organisée. Le lundi 10 juin, Gilles Tautin (UJCML) se noie dans la Seine où les gendarmes ont poussé un groupe de lycéens et d'étudiants venus renforcer les grévistes.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, les gendarmes mobiles et les CRS pénètrent dans l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs), expulsent les grévistes. Les travailleurs se regroupent et tentent de reprendre l'usine avec l'appui de la population. La lutte est farouche. Elle dure pendant des heures. Les policiers font usage d'armes. Ils font de nombreux blessés et deux ouvriers sont même tués, Henri Blanchet mort d'une fracture du crâne après avoir été renversé par l'explosion d'une grenade offensive et Pierre Beylot frappé de trois balles.

Le même jour, la police disperse brutalement la manifestation qui a lieu à Paris à la suite de la mort de Gilles Tautin. Des affrontements se déroulent également à Saint-Nazaire et à Toulouse.

> *Le 12 juin, la CGT doit reconnaitre que ce qui s'est passé à Sochaux concerne toute la classe ouvrière : elle décide un arrêt national du travail, mais le limite à une heure. Consigne qui sera diversement suivie. Mais qui, par son caractère dérisoire, provoque dans tous les secteurs la colère, le mépris, et aussi un sentiment d'impuissance chez les travailleurs. Cet arrêt du travail symbolique marque en quelque sorte la fin de la grève générale, qui achèvera de se défaire, usine après usine, dans les jours qui suivent.* (François de Massot, *La Grève générale, mai-juin 1968,* Selio, 1969, p. 280)

Par décret du 12 juin, le gouvernement De Gaulle-Pompidou dissout 11 organisations (JCR, VO, FER, UJCML, PCI, PCMLF, OCI, M22M...). Le groupe fasciste Occident n'est pas concerné. Alain Krivine (JCR) est emprisonné. Le PCF ne proteste pas contre les dissolutions et la détention de Krivine.

23 et 30 juin : les élections législatives

Au premier tour, le 23 juin, le taux d'abstention est de 20 % (18,7% en 1967). Le PCF obtient 20 % des voix (il perd 600 000 voix par rapport aux élections législatives précédentes). Avec le mode de scrutin et le découpage des circonscriptions, il n'a que 34 sièges à l'Assemblée nationale. La FGDS (dans laquelle le PS-SFIO s'est enseveli) obtient 16,5 % des voix et 57 députés. Le PSU obtient 3,9 % des voix et aucun député. L'UDR et les RI recueillent 47 % des voix au second tour le 30 juin et au total 81 % des sièges (353 députés sur 486). Parmi les députés, 1,6 % de femmes.

Le PCF attribue le résultat aux organisations qui ont osé défier le régime, participer à la révolte de la jeunesse, pousser à la grève générale : *« Après le chantage à la peur favorisé par les éléments gauchistes, nette poussée à droite.»* (*L'Humanité*, 24 juin).

Le PS-SFIO fait de même : « *Il faut apprendre à quelques jeunes que les barricades dans certaines circonstances ne servent qu'à faire libérer Salan et à faire élire des godillots.* » (*Le Populaire,* 25 juin).

De Gaulle reste président. Les augmentations accordées sont rognées par l'inflation, les cadences reprennent comme avant. La direction de l'ORTF licencie une centaine de personnes. Le gouvernement Couve de Murville expulse 250 étudiants et ouvriers étrangers qui risquent la prison au Maroc, en Espagne, au Portugal… Le 24 juillet, le parlement vote une loi d'amnistie pour les militaires qui ont torturé et exécuté en Algérie ou qui se sont insurgé et ont mené des attentats avec l'OAS.

Pour empêcher la trahison de la prochaine poussée révolutionnaire

Les organisations à la gauche du PCF n'ont pas su tracer la voie de la révolution socialiste dans la situation révolutionnaire de mai 1968 parce qu'ils étaient incapables d'affronter le PS-SFIO et la bureaucratie de la CFDT (PSU), d'affronter le PCF et la bureaucratie de la CGT (JCR-PCI, VO) ou d'affronter le PS-SFIO et les bureaucraties de FO et de la FEN (FER-OCI), sans parler de ceux qui s'alignaient sur la bureaucratie stalinienne à la tête de l'État chinois (UJCML, PCMLF).

Après mai-juin 1968, le PCML (ex-PCMLF) décrète que le régime se fascise et que le PCF est « social-fasciste ». L'UJCML explose : une fraction rejoint le PCML (le nouveau nom du PCMLF), une autre lance la GP en conservant *La Cause du peuple*, une plus petite crée VLR, etc. (beaucoup se sont ralliés à Chirac, Sarkozy et Macron). Les anciens de la JCR et du PCI fondent l'hebdomadaire *Rouge* et proclament la LC qui, comme la GP, s'orientera vers la guérilla. Quand l'Union de la gauche est formée, la GP se dissout ; la LCR (ex-LC, interdite en 1973) se réoriente vers le PCF, tandis que Weber rejoint le PS.

Les hebdomadaires *Informations ouvrières* (diffusés par les militants de l'ex-FER et l'ex-OCI) et *Lutte ouvrière* (ex-VO) paraissent sans aucune référence à une organisation : *« Lutte ouvrière n'est pas le journal d'un parti ou d'une organisation »* (3 juillet 1968). Les ex-VO avancent la perspective d'un parti large qui regrouperait tout ce qui est à gauche du PCF, sans programme.

> *Un des moments de ces évènements, le meeting du stade Charléty fut interprété par beaucoup… comme l'acte de naissance d'un nouveau parti se situant sur*



dessin de Wolinski, assassiné en 2015 par les islamistes

> *la gauche du PC et rassemblant tous les militants révolutionnaires. Il n'en fut rien et ce fut peut-être l'une des occasions manquées, ou peut-être même la seule, de ce printemps 1968.* (*Lutte ouvrière,* 26 juin 1968) ; *Après mai 68, les gauchistes pouvaient mettre sur pied un parti… Les gauchistes auraient dû le faire.* (*Lutte ouvrière,* juillet 1969)

Il était arrivé à des communistes internationalistes, au XXe siècle, d'entrer dans un parti réformiste ou un parti centriste, mais jamais d'en fonder un eux-mêmes ! En fait, il reviendra au PCI (qui succède à l'OCI et à la FER de 1968) et à la LCR de mettre en application le parti large, sans programme (sous la forme respective du PT-POI et du NPA). Dès 1969, LO s'aligne politiquement sur le PCF.

Pour les communistes révolutionnaires, l'obstacle principal à la révolution en 1968, comme en 1944 et en 1936, était et reste que la classe ouvrière n'a plus d'internationale ouvrière et pas de parti révolutionnaire dans ce pays.

> *L'offensive combattive des masses a pris cette fois-ci encore le caractère de la grève générale. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont été pour les ouvriers le moyen nécessaire pour dresser et rassembler contre la bourgeoisie et son État les masses les plus larges possibles… Les grèves ont surgi en Belgique et en France contre la volonté des syndicats et des deux partis. C'est seulement placés devant le fait accompli que les chefs officiels ont « reconnu » la grève, pour l'étrangler d'autant plus vite… La nécessite de la nouvelle internationale, en tant que parti mondial de la révolution prolétarienne, est démontrée par les événements de France et de Belgique.* (« La Nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4e Internationale », juillet 1936, *Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, t. 1, 1978, p. 127-128)

25 novembre 2018

Note de lecture : 1968 de grands soirs en petits matins de Ludivine Bantigny



1968 de grands soirs en petits matins (Seuil, 2018, 25 euros) est un des meilleurs livres parus sur mai-juin 1968. Ludivine Bantigny est historienne à l'université de Rouen Normandie. Elle mobilise la documentation provinciale et pas seulement parisienne, policière et pas seulement politique.

Son étude confirme que la France a bien traversé en 1968 une situation révolutionnaire, même si elle préfère le terme « l'événement » selon la terminologie du philosophe Badiou, membre du PSU en 1968. Si la révolte étudiante fut l'étincelle de mai 68, l'occupation de l'usine de Sud Aviation-Nantes marqua le début de la grève générale.

> *La section FO de Sud-Aviation-Bouguenais est la plus radicale et la plus déterminée; elle donne l'impulsion de l'occupation. Elle est tenue par Yvon Rocton, membre du Comité de liaison et d'action pour la classe ouvrière, composé surtout de trotskistes appartenant à l'Organisation communiste internationaliste. Rocton, appelé durant la guerre d'Algérie entre 1958 et 1960, militant contre la torture et envoyé pour cela en bataillon disciplinaire, est un militant tenace, de tradition communiste révolutionnaire. Lors de la grève des mineurs en 1963, il a été expulsé de la CGT et C'est alors qu'il a rejoint Force ouvrière. Le 14 mai, tandis que le représentant de la CGT dans l'usine de Bouguenais suggère d'organiser des débrayages d'une demi—heure plusieurs fois dans la journée, Yvon Rocton estime que « la grève totale avec occupation de l'usine et création d'un comité de grève serait la manière la plus efficace de faire aboutir le mouvement ». Il est entendu et sa proposition l'emporte en assemblée générale de salariés, par un vote à main levée. L'occupation commence et le directeur est séquestré.* (p. 75)

La réaction organise immédiatement des bandes armées, y compris le parti gaulliste… pour qui le PS, le PCF et la LCR voteront en 2002 pour défendre la République et la démocratie.

> *Lancés aux alentours du 20 mai, les CDR connaissent un très rapide succès. On y retrouve d'anciens poujadistes, des proches de l'OAS, des militants d'Occident, au côté de gaullistes fervents.* (p. 209)

Bantigny n'analyse jamais les racines de la politique de la CGT. Sa direction stalinienne défendait l'État bourgeois comme la bureaucratie de l'URSS l'exigeait. La révolution en France et en Europe aurait signifié la réactivation de la lutte des travailleurs russes et la perte de la bureaucratie. D'où les trahisons en Chine (1927), en Allemagne (1933), en France (1936), en Espagne (1936-1937), en Italie (1943-1945), en France (1944-1945) et de nouveau en France en 1968.

> *La CGT souhaite apparaître comme une « grande force tranquille », selon les termes de son secrétaire général, le 21 mai… C'est la raison pour laquelle il s'oppose aux séquestrations : Georges Séguy les condamne le 18 mai. Les militantes et militants de la CGT participent aux occupations et les impulsent souvent. Mais les substantifs utilisés pour qualifier les actions renvoient tous au registre d'un calme discipliné :« sang—froid », « autorité », « sécurité ». À la CFDT qui avance assez tôt la perspective de l'autogestion, les responsables de la CGT rétorquent qu'il ne saurait en être question.* (p. 104)

La bureaucratie chrétienne de la CFDT a eu l'habileté de ne pas rejeter les étudiants, ce qui l'a considérablement renforcée. Mais elle défendait tout autant le capitalisme français et l'État bourgeois que celle de la CGT. L'évolution ultérieure de la CFDT l'a montré : contribution à la reconstruction du PS, éjection des militants qui prenaient au sérieux la lutte des classes, aide directe à toutes les contre-réformes. Pourtant, Bantigny épouse son idéologie, l'autogestion.

> *L'autogestion trace cette perspective révolutionnaire: c'est la prise en main des moyens de production par la classe ouvrière.* (p. 336)

Si l'autogestion était une appellation populaire du collectivisme et de la dictature du prolétariat, si elle était le synonyme de la démocratie des conseils, il n'y aurait aucun problème. Cependant, ses promoteurs de 1968 (CFDT, PSU, TMR, JCR) se réfèrent à des expériences de cogestion, soit pour permettre la construction d'un État bourgeois après une situation révolutionnaire (Algérie), soit pour empêcher le pouvoir national des travailleurs là où le capital a été exproprié (Yougoslavie).

> *La performance économique de la Yougoslavie autogestionnaire est une des plus remarquables du monde entier.* (Michel Rocard, secrétaire général du PSU, « Préface », Milojko Drulovic, *L'Autogestion à l'épreuve*, Fayard, 1973)

Les chefs de la CGT, de la CFDT et de FO participent aux négociations de Grenelle et permettent au pouvoir de reprendre la main contre la menace que représentent 10 millions de grévistes. Le PS-SFIO ne compte guère mais est exactement sur la même ligne.

> *Le maire SFIO de Marseille, Gaston Defferre, le 8 juin, écrit que « l'intérêt général est : ces conflits doivent prendre fin le plus tôt possible ». Auparavant, il avait mis en doute la pertinence d'augmenter les salaires craignant que « le relèvement généralisé des salaires handicape la compétitivité de l'économie nationale ». Secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet déclare pour sa part le 13 juin que son parti reste favorable à la révolution, mais celle-là qui est une « révolte seulement ».* (p. 109-110)

Le PSU, un parti centriste issu du PS-SFIO où les chrétiens-sociaux sont influents, a les préférences de Bantigny. C'est le parti qui fournissait à la CFDT l'idéologie de « l'autogestion ». Pourtant, elle prend très au sérieux la phrase radicale dont s'étourdit le PSU et qui lui sert à duper les travailleurs.

> *Le PSU est majoritairement marxiste et ce, dès l'origine. La « Charte pour l'unification socialiste », texte fondateur adopté au congrès d'Issy-les-Moulineaux le 3 avril 1960, a pour triple pivot la lutte de classe, la révolution et la collectivisation des moyens de production. L'organisation qui naît lors de ce congrès souhaite être un « parti de la révolution sociale » et cette révolution, « rupture radicale avec le mode de production capitaliste », devra se réaliser par des « moyens légaux ou extra-légaux ».* (p. 344)

Depuis « l'austromarxisme » du SDAP-SPO qui attirait les foudres de Lénine et de Trotsky, on sait ce que vaut la combinaison des *« moyens légaux et extra-légaux »* pour *« rompre avec le capitalisme ».* D'ailleurs, le PSU accueille dans ses rangs Mendès–France et son chef est Rocard. Sa campagne électorale en 1969 sera pour « démocratiser l'État ». Il va rallier l'Union de la gauche puis participer au gouvernement bourgeois de Mitterrand.

Le livre dévoile l'opportunisme de la JCR qui substitue « l'unité des révolutionnaires » tant aux soviets qu'à la construction du parti. Krivine, Bensaïd et Weber commencent mai 68 avec les anarchistes et avec Cohn-Bendit (aujourd'hui pro-Macron) et le terminent avec le PSU et des stalino-maoïstes.

> *Le 1er juin, un Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire se constitue, initié par André Barjonet, Alain Geismar, Alain Krivine, Gilbert Mury et Jean-Pierre Vigier… L'improvisation ne suffit plus, même quand elle vient de Daniel Cohn-Bendit, « le Rimbaud, l'enfant génial de la révolution ».* (p. 117)

Une fois que les bureaucraties de la CGT, de FO et de la CFDT, et les vieux partis « ouvriers bourgeois » ont sauvé De Gaulle, les coups redoublent. La bourgeoisie se venge de sa peur lors de la crise révolutionnaire de mai en lâchant la police en juin.

> *À force d'évoquer « Mai 68 », on en oublie trop souvent Juin. Or, ce mois-là est émaillé des plus graves affrontements de l'événement, surtout en milieu ouvrier; c'est le mois d'autres morts encore. L'intervention et l'invasion des CRS et des gendarmes mobiles dans l'usine Renault-Flins le 10 juin au petit matin sont décrites par les ouvriers en grève comme un déchaînement de violence frénétique. Un jeune gréviste témoigne : « La première chose qu'ils ont faite, la rage aux dents, c'est d'arracher les drapeaux rouges » ; un autre confirme : « Ils arrachaient tout » ; et un troisième : « C'était la vraie fureur ». Ce jour-là, non loin de l'usine, les forces de l'ordre pourchassent les militants venus soutenir les grévistes. Parmi eux se trouve Gilles Tautin, lycéen et membre de l'UJCml. D'après le témoignage de son camarade Jean Terrel, militant de la même organisation, ce n'est pas la panique qui a poussé les jeunes gens à se jeter dans la Seine : « Nous avons été chargés. Les camarades ont été précipités dans l'eau à coups de crosse. De l'autre côté de la Seine, les flics nous attendaient crosse levée. » C'est à ce moment que Gilles Tautin s'est noyé… Ces tensions au plus haut se retrouvent à Peugeot-Sochaux, le lendemain.* (p. 166-167)

Il est à noter que le pouvoir gaulliste n'a pas jugé bon d'interdire le PSU que Bantigny voit comme un parti marxiste et révolutionnaire.

> *Lorsque onze organisations sont dissoutes par le pouvoir, ni le PCF ni la CGT ne condamnent une telle décision. Le PSU juge un tel silence aberrant, alors qu'au même moment l'État amnistie les anciens partisans de l'Organisation de l'armée secrète OAS.* (p. 115)

En conclusion, elle célèbre « l'événement » d'une manière qui décevra tout/e prolétaire ou étudiant/e qui cherche à apprendre comment combattre aujourd'hui.

> *S'il y a peu de pertinence à enfermer 1968 dans un seul sens, du moins a-t-il une direction : faire du politique une chose partagée, le bien commun de toutes et tous, où chacun peut s'exprimer, délibérer et décider… Dans ses réflexions « sur la lecture », Proust notait que, d'un livre, on attend souvent des réponses ; or, « ce qu'il peut seulement nous donner, ce sont des désirs ». 1968 reste une source d'inspiration ; on ne la voit pas se tarir.* (p. 373)

Nous voila loin du Marx qui tire dans *La Lutte des classes en France* la leçon de la révolution de 1848 ou dans *La Guerre civile en France* celle de 1871.

22 septembre 2018, Fargo Matthieu

Droit à l'indépendance du peuple **kanak** !

Le référendum qui s'est tenu le 4 novembre en Nouvelle-Calédonie résulte des accords de Matignon que le gouvernement Mitterrand-Rocard fit signer en juin 1988 au FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) et au RPCR (le parti des colons « caldoches », aujourd'hui LR), après avoir réprimé dans le sang le mouvement indépendantiste. L'État français découpait l'archipel en 4 zones et renvoyait à 1998 la possibilité de se prononcer sur l'indépendance de cette colonie, en comptant minoriser les Kanaks par l'émigration venue de la métropole et de la Polynésie française. Cette organisation de la mainmise coloniale a été complétée en 1998 par les accords de Nouméa, avec la consultation de « toute la communauté de Nouvelle-Calédonie » en 2018, 2020, 2022.

Sous le drapeau tricolore, l'État français s'est accaparé avec la plus grande violence des territoires puis les a maintenus sous le joug, en Océanie comme ailleurs sur la planète. Avec son armée et ses missionnaires catholiques, sous Napoléon III, la France a massacré dès 1847 les populations présentes sur les territoires qu'elle baptise Nouvelle-Calédonie et transforme en colonie française en 1853. Deux ans plus tard, l'administration coloniale décide une gigantesque spoliation des terres autochtones et l'instauration des « *réserves* » délimitant les lopins concédés aux « *indigènes* ».



Chassée des zones fertiles de la côte ouest vers les montagnes ou la côte est, la population dominée (estimée entre 50 000 et 90 000 personnes) est décimée par les famines, les maladies importées. Entre autres cadeaux faits aux Mélanésiens par la « puissance civilisatrice » : l'édification d'un bagne ; l'enrôlement par la force, au cours de la 1re guerre mondiale, de 1 100 Kanaks sur une population qui ne comptait alors que 8 700 adultes de sexe masculin, dont un quart des enrôlés ne revint jamais ; l'accaparement des richesses minières, en particulier le nickel, au prix du travail éreintant d'une main d'oeuvre sous payée, de la destruction de forêts et de la pollution de rivières.

En 1878-1879, en 1917, des insurrections eurent lieu contre la présence coloniale française, les spoliations, les agressions incessantes pour éradiquer l'identité kanake. À chaque fois, la répression sanglante s'est abattue sur les combattants qui réclamaient leurs justes droits. Dans les années 1980, le mouvement indépendantiste kanak se structure et se heurte encore à l'État colonial qui organise la chasse aux « *terroristes* » : le gouvernement Mitterrand-Fabius réprime violemment le mouvement des Kanaks et en particulier fait assassiner par le GIGN le dirigeant de l'Union calédonienne Éloi Machoro en janvier 1985. Le gouvernement Chirac prend le relais en envoyant 11 000 CRS et gendarmes pour écraser le mouvement indépendantiste : 19 militants du FLKNS ont été tués en mai 1988 à Ouvéa.

Aujourd'hui, la discrimination reste forte à l'égard des Kanaks, en termes de transports, de logements, de postes à responsabilité. Le revenu par habitant est bien inférieur à la métropole (de 29 %) alors que les prix sont largement supérieurs (33 % en général, 73 % pour les produits alimentaires). Si le chômage est mesuré à 11,6 %, il atteint 18,6 % dans la population kanake. 36 % des jeunes de moins de 25 ans n'ont pas d'emploi tandis que 42 % des moins de 30 ans, qui ont un emploi salarié, « *sont dans des situations précaires* » (Insee, juin 2018). En outre, le chômage est très faiblement indemnisé et il n'existe pas de RSA (revenu de solidarité active) ou de mesure équivalente.

Cette réalité explique qu'une fraction (minoritaire) des partis et organisations indépendantistes a rejeté le référendum, conçu comme *« une farce, une mascarade, une consultation bidon... L'exercice du droit à l'autodétermination devrait être réservé au seul peuple kanak... Les droits élémentaires du peuple kanak ne sont pas respectés et, pendant ce temps, les autres partis indépendantistes prônent la collaboration avec l'État colonial »* (Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités, *Mediapart*, 5 octobre). Une coalition autour du FLNKS appelait à voter en faveur de l'indépendance. Entre autres représentants de la bourgeoisie, Wauquiez et Ciotti ont fait le déplacement pour défendre la colonisation : *« Je veux avoir une parole qui soit claire... c'est celle d'une Nouvelle-Calédonie française ! »* (Wauquiez, *Mediapart*, 5 octobre).

Avec 80,6 % de participation, un taux plus élevé que d'habitude, mais plus faible dans les zones à majorité kanake, le NON l'a emporté à 56,7 %, avec un écart de 17 787 voix sur les OUI, les votes restant très marqués par communauté.

Droit à l'autodétermination sans condition du peuple kanak !

Mêmes droits pour la population qu'en « métropole » !

Réparation du pillage économique ! Restitution des terres !

Expulsion de la police et de l'armée coloniales !

Libre association avec les pays voisins !

23 novembre 2018